

CÉRÉALES

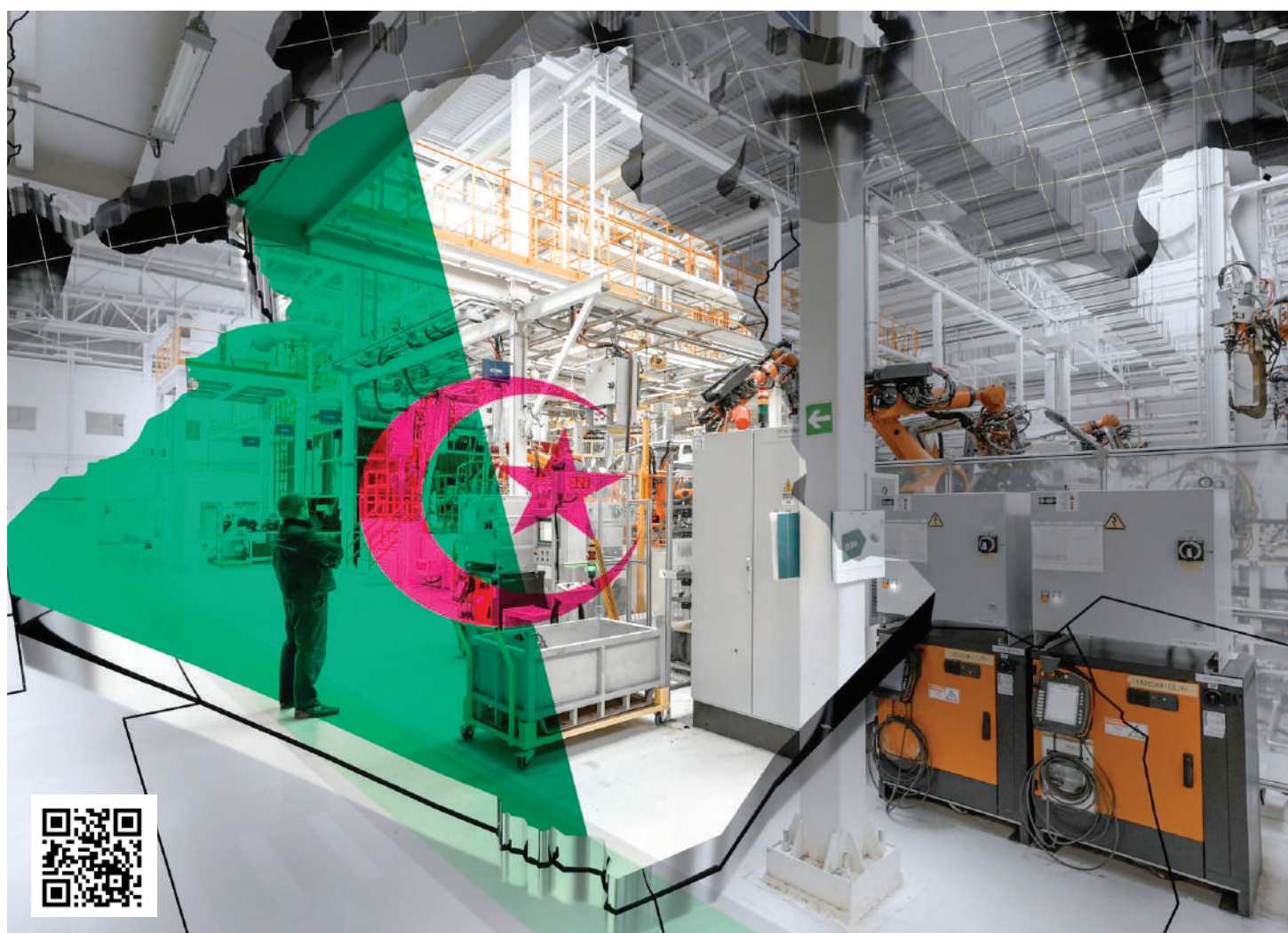
**La FAO prévoit
une production record
en 2025-2026**

P 16

PORTÉE PAR L'ÉNERGIE ET LES MATÉRIAUX
DE CONSTRUCTION

Croissance de 6,3 % de la production industrielle

L'économie nationale poursuit son redressement industriel. Selon les dernières statistiques publiées par l'Office national des statistiques (ONS), la production industrielle du secteur public national a enregistré une hausse de 6,3 % au deuxième trimestre 2025, contre 3,8 % à la même période de l'année précédente. Cette progression, d'une ampleur notable, traduit une dynamique de reprise soutenue par la majorité des secteurs, en particulier l'énergie, les matériaux de construction, ainsi que les industries du bois et du cuir, en nette expansion. P 3



SAIDAL

**Trois nouvelles
unités prévues
dans le Sud**

Le ministre de l'Industrie pharmaceutique, Ouacim Kouidri, a annoncé que le groupe public Saidal projette de réaliser de nouvelles unités de fabrication de produits pharmaceutiques dans trois wilayas du Sud, à savoir Ouled Djellal, Ouargla et Tamanrasset.

P 2

SALON INTERNATIONAL
DE LA PÊCHE ET DE
L'AQUACULTURE

**Des accords et
projets numériques
pour dynamiser
le secteur**

La 10^e édition du Salon international de la pêche et de l'aquaculture (SIPA) s'est ouverte jeudi dernier au Centre des conventions Mohamed-Benahmed d'Oran. Sous le thème porteur de « Pêche et aquaculture, innovation et partenariats », cet événement a été inauguré par le ministre Yacine El-Mehdi Oualid et son homologue invité du Sultanat d'Oman, Saoud bin Hamoud bin Ahmed Al-Habsi.

P 5

UN PROJET AMBITIEUX
DE MODERNISATION
EN COURS DE RÉALISATION

**Alger, un futur
pôle économique
et civilisationnel**

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, M. Saïd Sayoud, a souligné que la capitale « connaît une dynamique de développement remarquable, traduite par des projets structurants touchant plusieurs secteurs vitaux », grâce au « projet ambitieux de modernisation et de développement d'Alger, approuvé par le président de la République en décembre 2024 ».

P 3

ENTREPRENEURIAT UNIVERSITAIRE

**Le ministère
approuve le financement
de 96 projets** P 2

SOUK AHRAS

**Réception prochaine de 10
nouveaux centres de stockage
de céréales** P 3

LUTTE ANTI-INCENDIE ET SECOURS

**Le DG de la Protection
civile reçoit une délégation
tchèque** P 16

ENTREPRENEURIAT
UNIVERSITAIRE
**Le ministère
approuve le
financement de
96 projets**

Le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique a approuvé le financement de 96 projets d'entrepreneuriat étudiant à travers les différents établissements d'enseignement supérieur du pays, couvrant divers domaines et spécialités, indique vendredi un communiqué du ministère. Cette approbation, intervenue entre le 26 octobre et le 6 novembre en cours, reflète, la forte dynamique de l'entrepreneuriat universitaire, et traduit l'implication des étudiants dans le processus de création de leurs propres start-up, ajoute le communiqué. Ces projets d'entrepreneuriat couvrent les domaines de l'industrie, l'agriculture, les services, la santé, le bâtiment, les travaux publics, le sport, le tourisme, la pharmacie, les télécommunications, ainsi que les professions libérales. Cet accomplissement constitue "une avancée qualitative dans le processus de création de micro-entreprises par les étudiants, traduisant la concrétisation de l'idée en projet. Les projets sélectionnés proviennent notamment des universités de Sétif, Relizane, Bechar, Oran, Oum El Bouaghi, El Tarf, Annaba, Tipaza, Aïn Témouchent, M'sila, Boumerdès, Saïda, Nâama, Tlemcen, Alger, Sidi Belabbès, Batna, Blida, Mascara, Mostaganem, Tissemsilt, Guelma et Souk Ahras, selon le communiqué du ministère.

SAIDAL

Trois nouvelles unités prévues dans le Sud

Le ministre de l'Industrie pharmaceutique, Ouacim Kouidri, a annoncé que le groupe public Saidal projette de réaliser de nouvelles unités de fabrication de produits pharmaceutiques dans trois wilayas du Sud, à savoir Ouled Djellal, Ouargla et Tamanrasset.

Par Selma R

Ce nouveau déploiement s'inscrit dans le cadre d'une stratégie nationale visant à renforcer l'industrie pharmaceutique. Dans son plan d'action, le gouvernement ambitionne de réduire davantage la facture d'importation de médicaments et d'aller à la conquête des parts sur les marchés internationaux, africains notamment. L'ambition de réaliser de nouvelles unités dans le Sud du pays résume en effet cette volonté d'augmenter les exportations du « Made in Algeria » vers les pays africains, en particulier ceux du Sahel. Lors d'une séance de questions orales à l'Assemblée populaire nationale (APN), présidée par Toufik Guezout, vice-président de l'APN, en présence de la ministre des Relations avec le Parlement, Nadjiba Djilali, M. Kouidri a précisé que son département, en coordination avec l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI), s'employait à encourager l'éta-

blissement de projets dans les wilayas de l'intérieur, les nouvelles wilayas et celles du Sud, où le foncier destiné à l'investissement est disponible, dans le but de créer des emplois au profit des habitants de ces régions. Cette démarche, souligne-t-il, s'inscrit dans le cadre de la stratégie du groupe visant la réalisation de certains de ses projets dans les wilayas du Sud, ainsi que dans le cadre du plan d'action du secteur de l'industrie pharmaceutique, qui repose sur le renforcement de la production des matières premières entrant dans la fabrication de médicaments, notamment ceux destinés au traitement du diabète, du cancer et des maladies cardiaques, ainsi que des antibiotiques. Plusieurs projets stratégiques en cours de réalisation devraient entrer en service d'ici fin 2026, ce qui marquera alors une "évolution qualitative" pour l'industrie pharmaceutique en Algérie, a-t-il dit. Concernant la disponibilité des produits d'anesthésie dentaire, le ministre a fait savoir qu'à partir de l'année prochaine, quatre (4) entreprises entameront la production locale de ces

produits. Par ailleurs, un autre projet important sera ainsi mis en service dans les prochaines semaines : il s'agit de la production des différentes insulines en full process à Constantine. Ce projet est le fruit d'un partenariat entre Novo Nordisk et le groupe Saidal. Une délégation d'experts scientifiques danois de la société mère Novo Nordisk, spécialisés dans la production d'insulines, a effectué les 5 et 6 novembre courant une visite ciblée du site de production Constantine 1 du groupe Saidal. Pour rappel, cette démarche s'inscrit dans le cadre du partenariat stratégique majeur signé le 21 octobre 2025 entre le groupe Saidal et Novo Nordisk Algérie, indique Saidal dans un communiqué, précisant que « cet accord, qui constitue une étape décisive pour l'amélioration de l'accès aux soins en Algérie, porte sur la production et la distribution locales de traitements innovants, ainsi que sur le développement conjoint de la fabrication et de la distribution de molécules de pointe, notamment les insulines de dernière génération de Novo Nordisk ».

LE MINISTRE DU COMMERCE EXTÉRIEUR REÇOIT L'AMBASSADEUR DE BELGIQUE

Le renforcement de la coopération économique et commerciale au menu

Par R E.

Le ministre du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, Kamel Rezig, s'est entretenu, samedi, avec l'ambassadeur de Belgique en Algérie, Jean Jacques Quairiat, sur les moyens de renforcer la coopération économique et commerciale et d'activer le Conseil d'affaires entre les deux

pays, indique un communiqué du ministère. Lors de cette rencontre, ayant porté sur les perspectives de développement des échanges commerciaux et d'élargissement des domaines de coopération au service des intérêts des deux pays, M. Rezig a réaffirmé la volonté de l'Algérie de consolider ses relations économiques avec la Belgique, en tant que partenaire im-

portant, soulignant la nécessité d'activer le Conseil d'affaires algéro-belge comme mécanisme opérationnel à même de contribuer au renforcement des partenariats économiques entre opérateurs des deux pays, précise la même source. A cette occasion, le ministre a souligné l'importance d'organiser des expositions de produits algériens en Belgique et des expositions de pro-

duits belges en Algérie, pour faire connaître les capacités de production et les opportunités de coopération disponibles dans les deux pays. Pour sa part, l'ambassadeur belge a exprimé la volonté de son pays de renforcer la coopération avec l'Algérie et d'élargir les domaines de partenariat économique, au service des intérêts des deux pays.

DÉVELOPPEMENT DE LA FILIÈRE LITHIUM EN ALGÉRIE

Réunion de coordination entre les ministères des Hydrocarbures et de l'Energie

Par R E.

Une réunion de coordination conjointe a été tenue, jeudi, entre les ministères des Hydrocarbures et des Mines et celui de l'Energie et des Energies renouvelables, consacrée au suivi de l'avancement du développement de la filière lithium en Algérie, dans le cadre de la mise en œuvre des orientations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, visant à valoriser les ressources nationales stratégiques et à promouvoir les industries d'avenir à forte valeur ajoutée, indique un communiqué conjoint des deux ministères. La réunion, coprésidée par le ministre d'Etat, ministre des Hydrocarbures et des Mines, Mohamed Arkab, et le ministre de l'Energie et des Energies renouvelables, Mourad Adjal, s'est déroulée en présence de la Secrétaire d'Etat chargée des Mines, Mme Karima Bakir Tafer, ainsi que de plusieurs hauts cadres des deux départements minis-

tériels et de leurs institutions sous tutelle. Elle a porté sur les moyens concrets de développement de la filière lithium, considérée comme un pilier majeure du processus de transition énergétique et un levier stratégique pour le renforcement de la souveraineté industrielle et technologique de l'Algérie, a précisé la même source. Lors de la réunion, M. Arkab a présenté un exposé exhaustif sur l'état d'avancement des projets d'exploration minière du lithium, notamment les études de terrain menées dans les wilayas de Tamanrasset et In Guezzam, en collaboration avec le groupe chinois Ganfeng Lithium Group, qui ont révélé des indicateurs prometteurs de la présence de cette ressource stratégique ainsi que d'autres minerais rares. Il a également abordé les étapes pratiques de la mise en œuvre du mémorandum d'entente récemment signé entre l'Office national de la recherche géologique et minière (ORGM), représentant du groupe Sonarem, et le professeur Karim Za-

ghib, expert international dans les technologies des batteries au lithium-fer-phosphate (LFP), visant à développer l'ensemble de la chaîne de valeur de l'industrie du lithium en Algérie. De son côté, M. Adjal a souligné l'importance de coordonner les efforts entre les différents secteurs concernés pour l'élaboration d'une feuille de route nationale intégrée comprenant les étapes de l'exploration, de l'extraction de la transformation chimique, d'industrialisation, de fabrication de batteries et de stockage d'énergie. Il a appelé, à ce titre, à impliquer les compétences nationales et les experts algériens établis à l'étranger dans ce processus en vue de bâtir une base scientifique et industrielle solide. Les deux ministres ont fait observer que le développement de la filière lithium constituait l'un des piliers stratégiques du processus de l'Algérie nouvelle, du fait de son lien direct avec les secteurs des énergies renouvelables et du transport d'électricité, affirmant que ce projet est conforme aux objec-

tifs de la transition énergétique nationale visant à réduire l'empreinte carbone et à diversifier les sources de revenus économiques. Au terme de la réunion, l'accent a été mis sur un ensemble de priorités pratiques, notamment l'accélération de la mise en œuvre du mémorandum d'entente avec le Pr Karim Zaghib, l'élaboration d'un programme de travail conjoint entre les deux ministères afin de développer la filière à moyen et à long termes, le renforcement de la coordination entre la recherche scientifique et l'industrie, et le lancement de projets pilotes pour la fabrication des matériaux actifs entrant dans la composition des batteries LFP. Les deux ministres ont également souligné que le développement de la filière lithium constituait un choix stratégique pour bâtir une économie nationale fondée sur la connaissance et la technologie propre, tout en contribuant à la réalisation de la souveraineté énergétique et technologique de l'Algérie.

Quotidien economique

Les EnjeuxEco

Edité par la
SARL
Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant

Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication

Radji Zahir

Siège social

Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression

Centre : SIA

Distribution

Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Edition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

PORTÉE PAR L'ÉNERGIE ET LES MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION

Croissance de 6,3 % de la production industrielle

L'économie nationale poursuit son redressement industriel. Selon les dernières statistiques publiées par l'Office national des statistiques (ONS), la production industrielle du secteur public national a enregistré une hausse de 6,3 % au deuxième trimestre 2025, contre 3,8 % à la même période de l'année précédente. Cette progression, d'une ampleur notable, traduit une dynamique de reprise soutenue par la majorité des secteurs, en particulier l'énergie, les matériaux de construction, ainsi que les industries du bois et du cuir, en nette expansion.

Par Réda Hadi

Globalement explique l'ONS, l'énergie, est la locomotive de la reprise. Ce secteur de conserve son rôle de moteur de la croissance industrielle, avec une hausse de 9,2 %, un taux proche de celui enregistré au deuxième trimestre 2024 (+10,2 %). Cette évolution positive résulte principalement de la production du pétrole brut et du gaz naturel, en hausse de 3 %, ainsi que du raffinage qui a bondi de 6,2 %, contre seulement 1,9 % une année auparavant. S'agissant du secteur des hydrocarbures, le rapport de l'ONS précise qu'après quatre trimestres de stagnation, il affiche à son tour une légère embellie (+1,5 %). Seule ombre au tableau : la liquéfaction du gaz naturel continue de reculer (-9,2 %), même si la baisse reste moins marquée que les chutes enregistrées l'année précédente (-18,9 % et -16,1 %). Pour les mines et carrières, il y a un retour à la croissance. Après un recul de 3,7 % au premier trimestre, le secteur des mines et carrières reprend des couleurs, affichant une croissance de 1,2 %. Ce rebond s'explique par la progression notable de l'extraction du minerai de fer (+4,6 %) et de l'extraction du sel (+11,8 %). L'extraction du minerai et des matières minérales réalise même une performance spectaculaire de +62,8 %, confirmant la reprise entamée en 2024. Seules deux branches accusent encore un repli : l'extraction de la pierre, de l'argile et du sable (-0,3 %) et celle du minerai de phosphate (-10,3 %). Le rapport met aussi en relief le secteur

des matériaux de construction, dont la performance se confirme. Ce secteur s'illustre par une forte croissance de +16,7 %, bien au-dessus du taux de 8,8 % enregistré à la même période de 2024. Cette performance est tirée par les liants hydrauliques (+15,3 %), la fabrication de matériaux rouges (+33,2 %) et la production de ciments et produits divers, qui explose à +52,2 %. Seule la branche du verre reste dans le rouge, enregistrant un troisième recul consécutif (-4,4 %). Le secteur des industries sidérurgiques, mécaniques, métalliques, électriques et électroniques (ISMME) enregistre un léger recul de 1,8 %, bien moindre que la chute spectaculaire de 41,7 % au trimestre précédent. Certaines branches se redressent nettement, comme la transformation de la fonte et de l'acier (-0,1 % après -59,2 %), la fabrication d'équipements métalliques (+14,7 %) ou encore la transformation des métaux non ferreux, en pleine explosion à +185 %. En revanche, la fabrication de biens d'équipements mécaniques continue de baisser (-16,5 %), marquant un troisième trimestre consécutif de recul. Les industries chimiques ont connu quant à elles un redressement timide. Celles-ci qui avaient subi une baisse de 11,1 % au trimestre précédent, reprennent modestement avec une croissance de 2,5 %. Ce redressement s'explique par la hausse des produits pharmaceutiques (+7,3 %) et des biens intermédiaires en plastiques (+1,2 %). Toutefois, plusieurs branches restent en difficulté : la fabrication de peintures (-19,9 %), la chimie organique (-4,8 %) et les résines synthétiques (-44,8 %).

Le secteur agroalimentaire reste en repli pour le troisième trimestre consécutif, affichant une baisse de 4,7 %. La principale cause : la chute du travail des grains (-11,1 %). En revanche, certaines branches se reprennent, notamment l'industrie du lait (+2,1 %) et la production d'aliments pour animaux (+3,9 %). Le textile, pour sa part, poursuit sa décroissance à -10,4 %, malgré une atténuation de la baisse par rapport au trimestre précédent (-15,2 %). Les biens intermédiaires reculent de 2,8 %, tandis que les biens de consommation chutent de 18,4 %. Ceci a pour résultat une légère augmentation des prix à la production industrielle hors hydrocarbure qui ont progressé 0,9 % au deuxième trimestre 2025, après une baisse de 2,1 % au trimestre précédent. En glissement annuel, la variation reste modeste (+0,1 %). Le secteur de l'énergie enregistre une baisse de 2,8 % des prix de l'électricité, tandis que les mines et carrières reculent de 3,1 %. Les industries diverses suivent la même tendance (-9,7 %). En revanche, les ISMME se distinguent avec une hausse des prix de 3,9 %, tirée par les biens intermédiaires métalliques et électriques (+12 %). Dans l'ensemble, malgré quelques disparités sectorielles, le deuxième trimestre 2025 confirme la relance industrielle du secteur public national, portée par la vigueur des branches énergétiques et manufacturières, et soutenue par une stabilisation progressive des prix à la production.

SOUK AHRAS
**Réception
prochaine de 10
nouveaux centres
de proximité de
stockage de
céréales**

Par R. E.

Dix nouveaux centres de proximité de stockage de céréales seront réceptionnés dans la wilaya de Souk Ahras "avant la fin de l'année en cours", a-t-on appris samedi auprès du directeur local des équipements publics, Mohamed Boumehras. Le taux d'avancement des travaux de réalisation de ces structures dont chacun disposera d'une capacité de stockage de 50.000 quintaux soit un total de 500.000 quintaux dépasse 85 %, a indiqué à l'APS le même responsable qui a précisé qu'une enveloppe financière de 2,5 milliards DA a été octroyée à ces projets. Ces structures qui se trouvent dans les communes de Souk Ahras, Merahna, Taoura, Sidi Fredj, Bir Bouhouche, M'daourouch et Terraguel permettront d'entreposer les récoltes des producteurs locaux dans des conditions propices garantissant la continuité et la qualité et consolidant la capacité de la wilaya à gérer le surplus de production et améliorer la chaîne de commercialisation agricole, selon la même source. Cette wilaya à vocation agricole a bénéficié également d'un projet de réalisation d'un silo à grains d'une capacité d'un million quintaux dans la commune d'Oum El Adhaïm et d'un autre silo de 100.000 quintaux dans la commune d'Oued Kebrit traduisant ainsi les efforts à soutenir la sécurité alimentaire et préserver la qualité du produit national, a ajouté la même source. Souk Ahras a réalisé au terme de la précédente saison agricole 2024-2025 une récolte de 1,3 million de quintaux de diverses variétés de céréales, rappelle-t-on.

UN PROJET AMBITIEUX DE MODERNISATION EN COURS DE RÉALISATION

Alger, un futur pôle économique et civilisationnel

Synthèse S R.

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, M. Saïd Sayoud, a souligné que la capitale « connaît une dynamique de développement remarquable, traduite par des projets structurants touchant plusieurs secteurs vitaux », grâce au « projet ambitieux de modernisation et de développement d'Alger, approuvé par le président de la République en décembre 2024 », rappelant que ce projet constitue « une étape stratégique inscrite dans une vision nationale globale à l'horizon 2040, visant à faire de la capitale un pôle civilisationnel et économique renouvelé, reflétant l'image d'une Algérie moderne, ouverte sur le dévelop-

pement durable et fidèle à son authenticité et à son histoire millénaire ». Ce projet, ajoute M. Sayoud dans son allocution à la cérémonie d'installation des nouveaux walis délégués des circonscriptions administratives de Chéraga, Sidi M'Hamed et Dar El Beïda, dans le cadre du mouvement partiel opéré récemment par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, dans le corps des walis et walis délégués, « permettra à la capitale du pays de se hisser au rang des grandes métropoles mondiales », à travers « la valorisation de son patrimoine culturel et historique, l'adoption d'approches innovantes et de solutions durables pour son développement urbain et socioéconomique », relevant, à ce propos, « la nécessité d'assurer la mise

en œuvre rigoureuse des mesures arrêtées, dans le respect des délais et des normes de qualité en vigueur ». Il a, à cet effet, exhorté les nouveaux walis délégués à « accomplir leurs missions avec dévouement, loyauté et sens des responsabilités pour être à la hauteur de la confiance placée en eux par le président de la République, en vue de promouvoir le développement local et d'améliorer le cadre de vie des citoyens ». Par ailleurs, le ministre de l'Intérieur, Saïd Sayoud, a supervisé, samedi à Alger, la remise en service du téléphérique reliant les communes de Bab El Oued et de Bouzaréah, après une période d'arrêt consacrée à une vérification technique complète de la structure. Avec la remise en service de ce télé-

phérique, « les citoyens pourront désormais se déplacer plus aisément sur un trajet de plus de 2 km en un temps réduit n'excédant pas 12 minutes, en passant par trois stations : Bab El Oued, Village céleste et Zghara », a-t-il précisé. M. Sayoud a salué les efforts déployés par les équipes chargées des travaux de maintenance, qui ont été « achevés en 5 mois malgré la difficulté du terrain », ajoutant que « la wilaya d'Alger sera prochainement dotée de nouveaux téléphériques ». Dans le même cadre, le ministre a indiqué que « les efforts se poursuivent pour la remise en service des téléphériques à l'échelle nationale », notamment celui de la wilaya de Tizi-Ouzou, « qui sera remis en service dans les prochains jours ».

FAO
Recul des prix mondiaux des produits alimentaires en octobre

Les prix mondiaux des denrées alimentaires ont poursuivi leur tendance baissière en octobre, à l'exception de ceux des huiles végétales, a indiqué l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) dans un communiqué publié sur son site web. L'Indice FAO des prix des produits alimentaires, qui mesure l'évolution mensuelle des prix internationaux des principales denrées, s'est établi à 126,4 points en octobre, enregistrant une baisse de 1,6% par rapport à septembre. Les céréales ont vu leurs prix reculer de 1,3% par rapport au mois précédent et de 9,5% sur un an. Le blé a diminué de 1%, soutenu par une offre mondiale abondante, des perspectives de production favorables dans l'hémisphère Sud et la progression des semis de blé d'hiver dans l'hémisphère Nord. Les céréales secondaires ont reculé de 1,1%, sous l'effet du repli des cours de l'orge, du maïs et du sorgho, tandis que le riz, tous types confondus, a chuté de 2,5%, en raison d'une concurrence accrue et du démarrage des récoltes principales dans plusieurs pays exportateurs du Nord. Les produits laitiers ont poursuivi leur tendance baissière, enregistrant une quatrième baisse mensuelle consécutive, de 3,4% par rapport à septembre. Le beurre a chuté de 6,5%, le lait entier en poudre de 6%, le lait écrémé en poudre de 4%, et le fromage de 1,5%. Cette baisse s'explique par une forte disponibilité à l'exportation depuis l'Union européenne et la Nouvelle-Zélande, favorisée par des conditions climatiques douces, alors que la demande en provenance d'Asie et du Moyen-Orient est restée modérée. Concernant la viande, l'indice FAO des prix de la viande ovine a reculé, notamment en Australie, en raison d'une hausse de l'offre, tandis que celui de la viande bovine a poursuivi sa progression, soutenu par une demande mondiale soutenue et la hausse des prix australiens. L'indice des prix de la volaille a, pour sa part, diminué de 2%. Le sucre a enregistré une baisse de 5,3% par rapport à septembre, soit sa deuxième baisse mensuelle consécutive, atteignant son plus bas niveau depuis décembre 2020. Il recule ainsi de 27,4% sur un an, sous l'effet de prévisions d'une offre mondiale abondante et d'une production plus importante que prévu au Brésil, en Thaïlande et en Inde. A l'inverse, les huiles végétales ont vu leurs prix progresser de 0,9%, atteignant leur plus haut niveau depuis juillet 2022. Cette hausse s'explique par la fermeté des cours des huiles de palme, de colza, de soja et de tournesol, due notamment à des retards de récolte dans la région de la mer Noire.

LA MINISTRE NACIMA ARHAB L'A SOULIGNÉ DEPUIS SKIKDA

La formation professionnelle, vecteur du développement local

La ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels, Nacima Arhab, a affirmé jeudi à Skikda, que la formation professionnelle constitue "un vecteur de développement local et un moyen de garantir l'insertion professionnelle des jeunes". La ministre a précisé, dans une déclaration à la presse en marge d'une visite d'inspection et de travail, que Skikda constitue "un pôle agricole et touristique par excellence", ce qui nécessite de répondre aux besoins de ces deux secteurs en matière de main-d'œuvre qualifiée. Elle a également souligné que les diplômés de la formation professionnelle, de par les compétences et les qualifications acquises, peuvent "soutenir la dynamique économique de la wilaya et répondre aux besoins des différentes structures activant dans les deux secteurs en question". Mme Arhab a ajouté que le secteur de la formation et de l'enseignement professionnels contribue à créer de nouveaux emplois et à garantir une intégration professionnelle efficace des diplômés



d'où, a-t-elle dit, l'importance du suivi et de l'accompagnement des stagiaires. La ministre avait entamé sa visite dans la wilaya de Skikda par l'inauguration d'un centre de formation professionnelle et d'apprentissage (CFPA) dans la commune de Zerdaza. Un établissement couvrant une superficie de 6.500 m2, baptisé du nom du nom du Martyr Amar Laâ-

dassi, comprenant 8 salles de cours, 6 ateliers, 12 bureaux administratifs, un internat de 60 lits et un foyer, dont la réalisation a nécessité un investissement public de 250 millions de dinars. Plusieurs spécialités y sont enseignées telles que la couture, la cuisine, la coiffure et l'esthétique, la construction et l'agriculture.

RECHERCHE SCIENTIFIQUE

Accord de coopération entre l'AAST et son homologue hongroise

L'Académie algérienne des sciences et des technologies (AAST) a signé, à Budapest (Hongrie), un accord de coopération avec l'Académie Hongroise des sciences (MTA), visant à renforcer la coopération scientifique entre les deux pays dans les domaines de la recherche biologique et à contribuer à fournir des solutions aux problématiques et aux défis communs, indique jeudi un communiqué de l'AAST. "Dans le cadre du renforcement des liens de coopération scientifique entre l'Algérie et la Hongrie, un accord bilatéral a été signé, le 4 novembre 2025, entre l'AAST et l'Académie hongroise des sciences, en présence du président de l'AAST, Pr Mohamed Hichem Kara, du président de l'Académie hongroise des sciences, Pr Tamas Freund, ainsi que de l'Ambassadeur d'Algérie en Hongrie, M.

Adel Talbi", précise la même source. Ce partenariat vise "à renforcer la coopération scientifique entre les deux pays dans les domaines de la recherche biologique et à contribuer à fournir des solutions scientifiques aux problématiques et défis mondiaux communs". L'accord porte sur "les secteurs scientifiques prioritaires et d'avenir, à l'instar des nanotechnologies, de l'intelligence artificielle, du Big data et de l'internet des objets (IOT), du développement et de la gestion des ressources en eau, des sciences de la terre et de l'espace, de l'agriculture et de la pêche", ajoute le communiqué. Il englobe également "l'environnement et le développement durable, la micro-électronique et les systèmes embarqués, les biotechnologies et les sciences de la nature et de la vie, les mathématiques, la

physique, la chimie, l'énergie et les énergies renouvelables, l'exploitation minière, l'architecture, l'urbanisme et les villes intelligentes". L'accord prévoit, en outre, "la mise en œuvre de programmes de coopération concrets comprenant le cofinancement de centres de recherche scientifique, le soutien au développement de programmes de bourses postdoctorales dans les domaines d'intérêt commun, l'organisation d'ateliers et de conférences scientifiques conjointes, ainsi que l'échange d'informations scientifiques et techniques entre les deux institutions". Il constitue "une nouvelle étape dans le développement de la coopération scientifique entre les académies et le renforcement de la présence de l'Algérie dans les réseaux internationaux de recherche", conclut le communiqué.

MONNAIE

Le dollar recule pour la troisième séance d'affilée

Le dollar recule vendredi, pour la troisième séance d'affilée, les cambistes craignant que les incertitudes économiques aux Etats-Unis, en

particulier sur l'emploi, poussent la banque centrale (Fed) à baisser plus largement ses taux. Vers 20H00 GMT, la devise américaine perdait 0,10% face à la

monnaie unique européenne, à 1,1559 dollar pour un euro, et 0,16% par rapport à la livre à 1,3158 dollar pour une livre. En quelques jours, le billet vert a ef-

facé une bonne partie de ses gains de la semaine passée, après la réunion de politique monétaire de la Fed.

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	450,00	NC	0,00	0,00	5,44	7,94	7,78	0	0,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 410,00	1410,00	0,00	-0,08	-0,33	9,07	5,52	40980	57 781 800,00
BIOPHARM	BIO	2 460,00	2500,00	+1,63	1,51	3,68	6,65	6,40	3333	8 332 500,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 300,00	2300,00	0,00	5,15	1,89	10,97	5,43	21932	50 443 600,00
EGH El Aurassi	AUR	380,00	NC	0,00	-2,56	-4,78	4,80	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	385,00	NC	0,00	-2,44	-4,06	3,64	5,45	0	0,00

SALON INTERNATIONAL DE LA PÊCHE ET DE L'AQUACULTURE

Des accords et projets numériques pour dynamiser le secteur

La 10^e édition du Salon international de la pêche et de l'aquaculture (SIPA s'est ouverte jeudi dernier au Centre des conventions Mohamed-Benahmed d'Oran. Sous le thème porteur de « Pêche et aquaculture, innovation et partenariats », cet événement a été inauguré par le ministre Yacine El-Mehdi Oualid et son homologue invité du Sultanat d'Oman, Saoud bin Hamoud bin Ahmed Al-Habsi. Ce carrefour stratégique a immédiatement servi de plateforme pour la signature d'accords structurants, le lancement de projets numériques et la concrétisation d'engagements financiers visant à transformer en profondeur les chaînes de valeur du secteur halieutique.

Par Adem A.

Dès l'ouverture, les discours ont établi un cadre clair. Le ministre Yacine El-Mehdi Oualid a souligné la ferme volonté de l'Algérie d'attirer les investissements étrangers et de faciliter l'importation d'équipements spécialisés, incluant des navires, pour moderniser la flotte. De son côté, le ministre omanais a rappelé la dynamique positive née des accords bilatéraux signés au printemps 2025. Il a mis l'accent sur le succès de la montée en valeur de la filière halieutique à Oman (de la capture à l'exportation), insistant sur l'intérêt d'une coopération « hautement rentable » en matière d'emploi et de sécurité alimentaire pour les deux nations. Au-delà des déclarations d'intention, le Salon a été le théâtre de concrétisations immédiates, symbolisées par la signature de deux conventions à Oran qui incarnent une stratégie pragmatique et coordonnée. D'une part, pour sécuriser les débouchés commerciaux, la Chambre nationale de la pêche et de l'aquaculture a établi un accord avec l'Office national des aliments de bétail (ONAB) visant à intégrer les produits d'aquaculture, notamment le tilapia rouge, au vaste réseau national de distribution de l'Office, assurant ainsi un débouché fiable aux producteurs. D'autre part, pour soutenir l'entrepreneuriat, une deuxième convention a été signée entre la Chambre nationale et l'Agence nationale de gestion du micro-

crédit (ANGEM) afin d'accompagner les jeunes porteurs de projets de l'économie bleue, en leur proposant des dispositifs de formation et des financements ciblés dont le plafond est fixé à un million de dinars algériens. Ces deux partenariats traduisent la double priorité du secteur : faciliter l'accès au financement des petites unités tout en sécurisant la commercialisation de leurs productions. La numérisation est positionnée comme un levier central de cette nouvelle stratégie. La Direction générale de la pêche et de l'aquaculture a confirmé le lancement imminent d'une plateforme numérique, gérée par la Chambre nationale de la pêche et de l'aquaculture, spécifiquement dédiée à la commercialisation du tilapia rouge. Cette base de données permettra à chaque producteur d'enregistrer sa localisation, son calendrier de production et les volumes disponibles mensuellement. Pour l'ONAB, qui dispose de plus de 200 points de vente directe et qui a déjà fait ses preuves en écoulant intégralement la production pilote de l'année passée, cette plateforme deviendra un outil essentiel pour planifier efficacement la distribution et pour structurer une future filière de transformation. L'engagement de l'ONAB est d'ailleurs renforcé par l'annonce de la création prochaine d'une filiale spécialisée en aquaculture, destinée à devenir la première entreprise économique structurée du secteur maritime national.

Lancement d'une nouvelle plateforme numérique

Les chiffres exposés illustrent clairement la dynamique de croissance enclenchée : la production de tilapia rouge est attendue à environ 1 800 tonnes cette année, contre 1 000 tonnes l'an passé, soit une progression remarquable de près de 40 %. Si ces volumes restent modestes face au potentiel national, ils témoignent d'une trajectoire soutenue qui exige une structuration rapide de la transformation locale pour capter une valeur ajoutée accrue. Le Salon lui-même reflète cette montée en puissance : il a accueilli 179 exposants venus de 17 pays, dont plus de 25 entreprises étrangères représentant 16 nations. L'accent mis sur l'innovation a été visible avec la participation de trente-huit start-ups algériennes de la nouvelle génération, dont treize ont bénéficié d'une participation gratuite, illustrant la politique d'encouragement à l'innovation. Enfin, une réflexion d'avenir a été menée par les chercheurs du CNRDPA et de l'INRAA sur l'intégration de l'aquaculture dans des zones jusque-là marginalisées, comme les oasis sahariennes. Ils ont plaidé pour des projets modèles associant la valorisation des ressources hydriques, l'adaptation d'espèces résistantes (tilapia et poisson-chat), et des systèmes agricoles avancés, ouvrant des perspectives de développement durable cruciales face aux contraintes climatiques.

ORAN/CIPA 2025

Un atelier algéro-japonais présente les résultats du récif artificiel de Bousfer

Par R E.

Un atelier consacré à la présentation des premiers résultats du récif artificiel de Bousfer a l'Ouest de la wilaya d'Oran, installé en 2024 dans le cadre d'un partenariat algéro-japonais, a été organisé, samedi en marge de la 10^e édition du Salon international de la pêche et de l'aquaculture « SIPA 2025 », dont les travaux se poursuivent au Centre des conventions d'Oran jusqu'au 9 novembre. L'initiative s'inscrit dans le cadre du programme de coopération destiné à promouvoir la cogestion de la pêche artisanale, conduit par le ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, la JICA (Agence japonaise de coopération internationale) et l'association écologique marine Barbaros, a indiqué le directeur du développement de la pêche au ministère,

Amar Oucheli, ajoutant que trois projets similaires sont en cours de réalisation dans d'autres wilayas, à savoir skikda, Tipaza et Tizi Ouzou. L'ambassadeur du Japon à Alger, Suzuki Kotaro, a assisté à cet atelier et a exprimé sa satisfaction quant aux résultats enregistrés, qualifiant le récif de « projet très réussi ». La réussite du projet, selon le diplomate japonais, encourage sa reproduction dans d'autres wilayas à travers le littoral algérien. L'expert japonais, Nanao Hitonori, représentant de la JICA et chargé de la promotion de la cogestion de la pêche artisanale, a indiqué que des opérations de suivi en plongée sont régulièrement effectuées, depuis l'installation du récif en novembre 2024. Ces missions ont permis d'observer une importante présence de petits et gros poissons, ainsi que de plancton, confirmant la formation d'un écosystème marin fonctionnel au-

tour du récif, conformément aux observations relevées dans la mission sous-marine d'octobre 2025. Le Secrétaire général de l'association Barbaros, Amine Chakouri, a rappelé que le récif artificiel de Bousfer constitue le premier projet de ce type en Algérie, dont la réalisation a atteint plus de 80 %. Il a précisé que la zone d'implantation couvre dix hectares, dont 500 mètres carrés déjà aménagés, ajoutant que le site évolue progressivement vers un « village récif » en raison des extensions planifiées. L'atelier a rassemblé des représentants du secteur de la pêche et de l'aquaculture, des chercheurs du CNRDPA (Centre national de recherche et de développement de la pêche et de l'aquaculture), des universitaires, des pêcheurs artisanaux, des associations locales, ainsi que des représentants de l'ambassade du Japon et de la JICA.

SALON INTERNATIONAL DE LA PÊCHE ET DE L'AQUACULTURE D'ORAN «L'aquaculture dans les oasis sahariennes», thème d'une table ronde

L'aquaculture dans les oasis sahariennes : un levier pour le développement durable social, économique et environnemental" a été le thème d'une table ronde, organisée vendredi à Oran, par le Centre national de recherche et de développement de la pêche et de l'aquaculture (CNRDPA). Le directeur du département de l'aquaculture du CNRDPA, Mustapha Boudjnah, a souligné, au cours de son intervention lors de cette rencontre programmée dans le cadre de la deuxième journée du 10^e Salon international de la pêche et de l'aquaculture "SIPA 2025", l'importance d'intégrer l'aquaculture dans les régions sahariennes à travers la valorisation des ressources hydriques disponibles et la création de projets modèles intégrés à l'agriculture, en vue d'assurer une durabilité agricole et économique. Pour sa part, Rachid Bouyahiaoui, chercheur et directeur adjoint de l'Institut national de la recherche agronomique d'Algérie (INRAA), a appelé à la mise en place d'un réseau d'opérateurs et d'agriculteurs dans le domaine de l'aquaculture dans les régions sahariennes, ainsi qu'à attirer davantage d'investissements afin d'élargir ce secteur prometteur. Il a également plaidé pour la réalisation de recherches et d'expérimentations sur l'élevage des poissons dans des systèmes agricoles avancés, ainsi qu'à l'intégration de l'aquaculture dans les oasis sahariennes dans le cadre des programmes de soutien à l'agriculture saharienne. De son côté, la chercheuse Chalabia Chaabat, du département de l'aquaculture de l'INRAA, a mis en avant l'importance de l'utilisation du tilapia et du poisson-chat dans l'aquaculture des oasis sahariennes, en raison de leur adaptation à l'eau salée et aux conditions climatiques du sud du pays. Le Salon international de la pêche et de l'aquaculture d'Oran, organisé jusqu'au 9 novembre, enregistre la participation de 179 exposants issus de 17 pays, dont des entreprises nationales comprenant 38 start-up issues de la nouvelle génération d'entrepreneurs, ainsi que des banques, compagnies d'assurance, universités et centres de recherche, qui exposent des projets scientifiques et des innovations technologiques destinés à développer les activités de pêche et d'aquaculture. Le salon compte aussi plus de 25 entreprises étrangères représentant 16 pays, parmi lesquels le Sultanat d'Oman, invité d'honneur de cette édition, mais aussi l'Espagne, l'Italie, la Turquie, la Tunisie et l'Union européenne, ainsi que pour la première fois le Bangladesh, aux côtés de professionnels venus du Qatar, de Norvège, du Sénégal, du Japon et du Tchad.

OPGI – ORAN

Vaste opération de nettoyage des caves des immeubles

L'Office de la promotion et de la gestion immobilière (OPGI) d'Oran vient de lancer une vaste campagne de réhabilitation des caves et de nettoyage des espaces communs dans plusieurs quartiers d'habitat public à travers la wilaya. Cette opération, initiée conformément aux orientations du ministère de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, s'inscrit dans un programme national visant à améliorer le cadre de vie des citoyens et à renforcer l'hygiène urbaine au sein des ensembles résidentiels. La première phase de cette campagne a débuté au quartier des 2000 logements publics locatifs d'Aïn El Beida, où les équipes techniques de l'OPGI ont entrepris le nettoyage des caves, le dégagement des canalisations d'évacuation des eaux usées et la remise en état des bouches d'égout. Des moyens matériels importants ont été mobilisés pour éliminer les déchets, sédiments et dépôts accumulés ces derniers mois, responsables d'obstructions récurrentes des réseaux d'assainissement. L'objectif, selon les responsables du programme, est de garantir la fluidité des circuits d'évacuation, d'améliorer la salubrité des immeubles et de prévenir les risques d'inondations ou de nuisances sanitaires. Dans le quartier des 700 logements publics locatifs d'Oued Tiélat, les équipes de la cellule de maintenance ont mené une action similaire, centrée sur la remise en état des locaux commerciaux et des espaces piétonniers. Les interventions ont concerné notamment le nettoyage des façades, des arcades et des zones d'accès, longtemps encombrées de poussières et de débris. Cette initiative, qui s'inscrit dans la continuité des opérations d'entretien programmées par l'OPGI, vise à restaurer l'image urbaine des cités et à créer un environnement plus accueillant pour les habitants. Le plan d'action arrêté par le service de maintenance de l'OPGI d'Oran prévoit une extension progressive de la campagne à l'ensemble des cités sous sa gestion, notamment dans les grands pôles urbains de la wilaya, tels que Bir El Djir, Es Senia et Oued Tiélat.

GHARDAÏA

Lancement de la 4^e tranche des travaux de modernisation de la RN-107

La quatrième tranche des travaux de renforcement, de mise à niveau et de modernisation de la Route nationale RN-107 reliant Metlili (Ghardaia) à Brezina (El-Bayad) a été lancée, a-t-on appris auprès de la direction locale des Travaux publics (DTP).

Cette mise à niveau et modernisation de ce quatrième tronçon de la RN 107 reliant Ghardaia à la wilaya d'El Bayad, ciblera une distance de 24 Km sur l'axe routier reliant les limites administratives de Metlili (Ghardaia) à Brezina (El Bayad), a expliqué Rabah Bekairi, chef de service de l'entretien du réseau routier à la DTP de Ghardaia. Ce projet de renforcement et modernisation du tronçon de la RN 107, situé dans le territoire de la wilaya de Ghardaïa sur 176 Km, prévu en plusieurs tranches, constitue une action importante du fait de l'incidence régionale qui en est attendue, a souligné M. Bekairi. Et de poursuivre qu'il permettra en outre de rapprocher toute cette zone des principaux pôles économiques, agricoles industriels et énergétiques du pays, ainsi que les routes nationales existantes du sud/ouest, du

sud/centre et du sud/est en les reliant via une infrastructure moderne. L'enjeu de ce chantier d'envergure est la mise à niveau de cet axe routier important en améliorant et en rectifiant son tracé géométrique selon les normes exigées en matière de routes nationales, la suppression des "point noirs" sur cet axe, ayant à maintes fois été le théâtre d'accidents graves, ainsi que par la réalisation de dalots et buses pour l'assainissement de la route, selon le chef de service de la DTP. Une action de renforcement du corps de la chaussée avec l'utilisation de matériaux nobles, de renouvellement et de modernisation de la signalisation verticale, ainsi que l'aménagement des intersections importants a été engagée en parallèle et au fur et à mesure de la livraison des tronçons réalisés. Cette route qui va propulser l'économie lo-

cale vise également à accompagner la croissance démographique et urbanistique que connaît les localités de Metlili et Brézina, ainsi qu'à améliorer et faciliter la circulation des personnes et des biens. L'intérêt croissant porté par les pouvoirs publics à cette infrastructure routière qui s'inscrit dans le cadre du schéma directeur de l'aménagement du territoire, vise outre le désenclavement des localités et périmètres agricoles situés sur le tracé de la route, de répondre à la problématique de la mobilité et une meilleure fluidité de la circulation routière entre la RN-1 et la RN-3. Pas moins de 65 Km de ce projet ont été déjà réalisés en trois tranches et seront suivis d'autres tranches pour atteindre une longueur de 176 Km, a conclu le responsable de l'entretien du réseau routier à la DTP de Ghardaia.

JIJEL

Des opérations chirurgicales ophtalmologiques effectuées en coordination avec une association suisse

Des interventions chirurgicales spécialisées en ophtalmologie ont été réalisées vendredi à l'hôpital Mohamed-Seddik-Ben Yahia de Jijel, en collaboration avec l'association suisse "Avenir", a indiqué Mohamed Arafat Ben Medani, directeur de l'Etablissement public de santé de proximité (EPSP) Boussif-Ouled Askar. Dans une déclaration à l'APS, le même responsable a précisé que,

dans le cadre de la prise en charge des patients examinés lors des caravanes médicales récemment organisées par cet établissement, et dont certains cas nécessitaient une intervention, des opérations chirurgicales spécialisées ont été effectuées en coordination avec l'hôpital Mohamed-Seddik-Ben Yahia, l'association nationale "Imal" de médecine et de chirurgie ophtalmologique, et en coopération avec l'association suisse

"Avenir". Il a ajouté que ces interventions, au profit des patients de l'EPSP Boussif-Ouled Askar, provenant des communes d'El Kennar Nouchfi, Chekfa, Sidi Abdelaziz, Chahna, Djemâa Beni H'bib et Bordj T'har, ainsi que des patients de la commune de Sidi Marouf, portent principalement sur l'extraction de la cataracte et le traitement du ptérygion (chair oculaire), au bénéfice de la tranche d'âge de plus de 45 ans.

M. Arafat Ben Medani a souligné qu'environ 200 opérations devaient être réalisées du 7 au 14 novembre, précisant que plusieurs médecins bénéficieront d'une formation spécialisée dans ce type d'interventions. Il a été également signalé que 14 médecins spécialistes et 10 infirmiers (suisse et algériens) ont été mobilisés pour assurer la réalisation des différentes opérations, selon les informations fournies.

MASCARA

Réunion du wali consacrée aux entrées de la ville, la gare routière et la mosquée Qotb

Dans le cadre des efforts déployés pour améliorer l'aspect esthétique et urbain de Mascara et moderniser ses entrées afin de refléter son importance historique et architecturale, le premier responsable de la wilaya, M. Fouad Aïssi, a présidé une réunion de coordination jeudi soir. Cette réunion était consacrée à la présentation et à l'examen des études techniques relatives à l'aménagement des entrées de Mascara. Étaient présents le chef de la daïra de Mascara, le directeur de l'urbanisme, de la construction et de l'architecture, le directeur de l'environnement, le directeur des travaux publics, le directeur de l'Agence du logement, le directeur de l'établissement public de gestion des centres de traitement des déchets, le président de l'assemblée populaire communale de Mascara et un représentant du bureau d'études chargé du suivi technique du projet. Au cours de la réunion, une présentation détaillée a été faite de l'étude concernant l'aménagement des deux principales entrées de

Mascara : l'entrée nord, en direction de la wilaya d'Oran, et l'entrée est, en direction de la route nationale 7 menant vers Alger. M.Aïssi a insisté sur la nécessité de respecter les normes esthétiques et d'urbanisme modernes, tout en intégrant des éléments environnementaux et urbains tels que la création d'espaces verts pour embellir le cadre de vie et l'installation d'un éclairage public moderne aux entrées de la ville. Il a souligné l'importance d'une approche participative et coordonnée entre les différents secteurs concernés pour garantir l'intégration des visions et des concepts techniques. Ceci permettra l'élaboration d'un projet global alliant esthétique et fonctionnalité, reflétant l'identité de Mascara comme ville au patrimoine historique et culturel riche et singulier. Dans ce contexte, le wali a demandé la mise à jour des études techniques en fonction des observations formulées lors de la réunion. Il a également ordonné l'intégration d'éléments artistiques et ur-

bains attrayants, tels que des sculptures et monuments symboliques, l'amélioration des trottoirs, des espaces verts et des façades des bâtiments aux abords des entrées, tout en veillant à la propreté et à l'entretien des services publics pour garantir la pérennité de ce nouvel aspect urbain. Une deuxième réunion présidée par le wali a été consacrée à l'examen de l'étude technique relative à l'aménagement de la gare routière de la commune de Mascara. Au cours de la réunion, une présentation détaillée de l'étude technique finalisée a été faite. Cette étude décrit les travaux prévus pour moderniser la gare et améliorer l'accueil et les conditions de transport des voyageurs. Fouad Aïssi a soulevé plusieurs observations et réserves techniques concernant certains aspects fonctionnels et architecturaux du projet, demandant leur révision afin d'assurer une meilleure efficacité opérationnelle et une qualité de service accrue pour les citoyens. Il a également insisté sur la nécessité d'accélérer la finalisation des procédures administratives et sur

l'importance pour la commune de Mascara d'entamer les premiers travaux. Il a souligné que l'objectif principal est de faire de la gare routière un espace moderne et intégré répondant aux attentes des citoyens et contribuant à l'amélioration des services de transport public, tant urbains qu'interurbains, compte tenu de la situation stratégique de Mascara, véritable carrefour entre plusieurs wilayas. Enfin, et toujours dans le cadre du suivi continu des différents projets de développement et des grands travaux d'infrastructure de Mascara, M. Fouad Aïssi, a présidé une réunion de coordination consacrée à l'état d'avancement du projet de la grande mosquée de la ville de Mascara El Qotb. Dans son allocution, le wali a souligné l'importance capitale de ce monument religieux et culturel, donnant des instructions strictes pour accélérer les travaux tout en maintenant un contrôle de qualité rigoureux et le respect des normes techniques.

Tout pour le complexe militaro-industriel, rien pour le bien-être sur une planète en feu

Les exigences insatiables du complexe militaro-industriel constituent un obstacle à l'épanouissement humain sur une planète qui serait viable.

Par Khem Rogaly (1) ; Patrick Bigger (2)

L'augmentation des budgets militaires dans le cadre de la concurrence croissante entre les grandes puissances est une catastrophe à plusieurs égards : pour les victimes des guerres, pour une planète déjà en feu et pour les travailleurs qui ne perçoivent pas les avantages réels des conflits militaires.

Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, les États-Unis se sont autoproclamés leaders du monde occidental, et l'ont imposé par la persuasion et la coercition. Des transferts massifs d'aide américaine ont contribué à écarter la perspective de gouvernements communistes en Europe de l'Ouest, tandis que le déploiement de troupes et de matériel américains a garanti la participation de l'Europe à un ordre militaire dirigé par les États-Unis. Aujourd'hui, Washington cherche à redéfinir les termes de la gouvernance impériale. Alors que des avions de combat F-18 bombardaient le Yémen en mars dernier, Stephen Miller, responsable à la Maison Blanche, a fait valoir que les alliés européens devraient financer ces frappes : « Si les États-Unis parviennent à rétablir la liberté de déplacement [...] en contrepartie, des gains économiques sont nécessaires, quels qu'ils soient.. » Non seulement les États-Unis ont attaqué un autre pays en faisant étalage de leur puissance militaire, une habitude qu'ils ont prise au cours de décennies de leadership impérial, mais ils ont également décidé que leurs alliés devraient en assumer les coûts.

Pour maintenir leur domination géopolitique, les États-Unis s'appuient de plus en plus sur l'utilisation de la force économique et militaire. Les alliés se voient proposer diverses options pour payer leur participation à l'empire, qu'il s'agisse d'acheter de l'énergie américaine, d'importer ses armes ou de contribuer à un fonds de réindustrialisation de la Rust Belt [La « ceinture de la rouille » est le surnom d'une région industrielle du nord-est des États-Unis, NdT]. À la Maison Blanche, le maintien de l'empire, et même la position des États-Unis en tant que réserve mondiale du dollar, sont présentés comme un fardeau.

Nous vivons actuellement une période de transitions multiples. L'ère de la domination unipolaire des États-Unis est révolue. En réponse au développement économique de la Chine, Washington a inauguré une nouvelle Guerre froide, caractérisée par une rhétorique belliciste et une tentative de rassembler des blocs économiques concurrents. Le monde se voit offrir d'un côté l'accès aux marchés de consommation américains et de l'autre des droits de douane punitifs. Les normes économiques des cinq dernières décennies de leadership américain – l'imposition abusive d'une gouvernance néolibérale – ont été mises de côté, et l'intervention de l'État n'est plus un anathème.

L'avenir de notre planète est devenu le théâtre d'une rivalité entre grandes puissances. Les alliés des États-Unis sont incités par Joe Biden à se joindre à une Guerre froide avec la Chine concernant les énergies propres, ou par Donald Trump à choisir entre des systèmes énergétiques soit verts soit fossiles. Chacun de ces scénarios annonce une catastrophe planétaire. Dans le premier scénario, les États se disputent les ressources et les technologies, privilégiant leurs relations avec leurs alliés plutôt que la décarbonation, par exemple en limitant les importations d'énergies vertes en provenance de Chine. Dans le second, un bloc de pays favora-

bles aux énergies fossiles, mené par les États-Unis, mettent à mal la sécurité planétaire, tandis que les participants passent à côté des avantages de la décarbonation.

Plus préoccupants encore que cette concurrence autour du climat sont les outils retenus par Washington pour mener ce combat. Conscients de leurs limites économiques, les États-Unis ont investi massivement dans leur complexe militaro-industriel tout en doublant la mise sur les centres de données (data-centers) dans le cadre de leur politique industrielle. Cette stratégie est source de chaos et menace la sécurité de la classe ouvrière sur une planète qui se réchauffe. Il devient vital de structurer les intérêts de la classe ouvrière afin de pouvoir élaborer des politiques qui nous garantissent un avenir sûr et durable.

Militarisation de l'interrègne

cide correspondait exactement à ce que le président américain voulait entendre et lui a valu une tape amicale sur l'épaule de la part de son parrain impérial.

Washington a également insisté pour que ses alliés se joignent à son expansion militaire dans le cadre de sa rivalité avec la Chine, sous la forme d'un nouvel objectif de dépenses de l'OTAN calqué précisément sur la part du produit intérieur brut américain dédiée aux dépenses du Pentagone. Dans le cadre de cet accord, les alliés européens sont tenus de payer leur contribution au complexe militaro-industriel américain : l'aide à l'Ukraine, par exemple, est désormais achetée aux États-Unis avec l'argent européen.

S'engager dans ce parapluie de fer, c'est aussi s'engager dans le bloc fossile. Le nouvel objectif devrait ajouter 12 % aux émissions du continent européen, et les ressources fiscales précédemment allouées à la transition verte sont désormais consacrées à la machinerie de guerre. Au quotidien, les émissions militaires s'ajoutent aux ahurissants coûts environnementaux de la guerre, parmi lesquels ceux du génocide perpétré par Israël à Gaza avec l'aide des États-Unis et du Royaume-Uni, dont l'empreinte carbone est comparable à celle de pays entiers et qui utilise la destruction de l'environnement comme un outil de nettoyage ethnique.

Ces processus concomitants de militarisation, de reformation des blocs commerciaux et de génocide laissent présager un conflit potentiellement plus vaste et encore plus violent. Cela entraînera une insécurité et une instabilité encore plus grandes pour la classe ouvrière mondiale.

La sécurité de la classe ouvrière

Dans tout le monde nord-atlantique, l'augmentation des dépenses militaires et de la consommation de combustibles fossiles sous l'impulsion des États-Unis présente des risques matériels pour les communautés ouvrières, qui n'ont pas grand-chose à y gagner. En échange du chaos d'une nouvelle Guerre froide, les populations aux États-Unis et en Europe se voient promettre l'austérité et la dégradation de l'environnement, leurs besoins étant abandonnés au profit de la concurrence entre grandes puissances.

Pour la classe ouvrière, la stratégie industrielle menée par l'armée est un mauvais retour sur investissement. Des recherches récentes montrent que pour chaque million de dollars d'argent public dépensé, celles consacrées au complexe militaro-industriel créent cinq emplois, tandis que celles en matière d'éducation en créent treize et celles dans les soins de santé en créent neuf. Les dépenses publiques consacrées à l'économie de guerre accaparent des deniers publics qui pourraient sinon profiter davantage à la classe ouvrière, tout en rémunérant généreusement les dirigeants et les grands investisseurs.

Concernant les cinq principaux fournisseurs du secteur de la défense aux États-Unis (Lockheed Martin, Boeing, Raytheon, General Dynamics et Northrop Grumman), la rémunération des PDG est au moins 164 fois supérieure au salaire médian. Les investisseurs dans ces entreprises bénéficient également de rendements élevés : une étude du Pentagone réalisée en 2023 a révélé que les dividendes versés aux actionnaires par les fournisseurs du secteur de la défense dépassent ceux des autres entreprises cotées en bourse.

Il est essentiel de reconnaître que le Pentagone est une source d'instabilité et d'insécurité dans la vie de la classe ouvrière si on veut garantir la sécurité des humains partout dans le monde. Par ailleurs, la contribution des dépenses militaires et du programme « Energy Dominance » de l'administration Trump à la dégradation de l'environnement entraînera une plus grande instabilité. Alors que la Maison Blanche augmente la production de combustibles fossiles aux États-Unis et les exportations à l'étranger, en particulier vers les alliés de l'OTAN, la sécurité énergétique de l'Europe (et les factures énergétiques) continuera de dépendre de relations géopolitiques fragiles plutôt que d'un approvisionnement domestique vert.

Les nouvelles émissions liées aux dépenses militaires vont déstabiliser la vie des classes populaires dans le monde, dans la mesure où le Pentagone, qui est déjà le plus grand consommateur institutionnel de combustibles fossiles au monde, est rejoint par un complexe militaro-industriel européen de taille similaire. Ces émissions ne sont qu'une partie de l'empreinte climatique encore inconnue d'une Guerre froide volontaire, laquelle a été choisie plutôt qu'une collaboration avec la superpuissance industrielle verte mondiale.

Il est essentiel de reconnaître que le Pentagone est une source d'instabilité et d'insécurité pour les classes populaires si on veut garantir la sécurité des humains dans le monde. Les alternatives à la nouvelle Guerre froide doivent être une priorité pour la Gauche des deux côtés de l'Atlantique. Cela signifie qu'il faut mettre en évidence le caractère pervers de l'augmentation des dépenses militaires et le fait qu'elle repose sur la concurrence géopolitique plutôt que sur une sécurité réelle. Si les campagnes en faveur d'investissements dans les besoins essentiels de la vie (santé, logement, énergie verte) sont de toute façon impératifs, l'intérêt de la classe ouvrière est de démontrer que les exigences insatiables du complexe militaro-industriel constituent un obstacle à l'épanouissement collectif.

Un programme politique fondé sur une collaboration multilatérale en matière de climat, plutôt que sur une concurrence destructrice, créerait également un espace pour de nouvelles priorités industrielles. Cela permettrait de libérer les capacités de recherche et de production pour les détourner de la machine de guerre et les orienter vers la satisfaction des besoins humains. Comme le montrent les cycles des dépenses militaires au cours du siècle dernier, la production industrielle peut être convertie par l'État lorsqu'il le juge opportun, que ce soit pour accélérer le mouvement vers la guerre ou pour tirer parti de la paix. Dans ce contexte, les politiciens qui cherchent à représenter la classe ouvrière doivent admettre que l'expansion et l'escalade militaires sont motivées par les intérêts des grandes puissances. À un moment où les transitions s'accélérent et s'intensifient, la sécurité humaine ne peut être garantie qu'en mettant de côté les rivalités et le désir des élites d'accumuler des richesses en semant le chaos.

(1) Codirecteur du Transition Security Project, un centre de recherche qui enquête sur les complexes militaro-industriels américains et britanniques en tant que menaces économiques, climatiques et géopolitiques.

(2) Codirecteur du Transition Security Project, un centre de recherche qui enquête sur les complexes militaro-industriels américains et britanniques en tant que menaces économiques, climatiques et géopolitiques.

Source : Jacobin,

Traduit par les lecteurs du site Les-Crises

LIBYE

La société pétrolière nationale fait une nouvelle découverte dans le bassin de Ghadamès

Le bassin de Ghadamès est considéré comme l'une des zones pétrolifères onshore les plus prolifiques du territoire libyen. Bien qu'il demeure largement inexploré, la société pétrolière publique libyenne et le groupe algérien Sonatrach y ont découvert plusieurs gisements. La Compagnie nationale libyenne de pétrole (NOC) a annoncé dans un communiqué publié le mardi 4 novembre, une découverte de pétrole et de gaz dans le bassin de Ghadamès, une région située au Nord-ouest du pays près de la frontière avec l'Algérie, et considérée par les experts comme l'une des zones pétrolifères onshore les plus prolifiques en Libye. Cette découverte a été réalisée par l'Arabian Gulf Oil Company (AGOCO), filiale de la compagnie publique, sur le puits H1-NC4. « La production quotidienne du puits est estimée à environ 4675 barils de brut par jour (b/j), ainsi qu'à environ 2 millions de pieds cubes de gaz » révèle la NOC, indiquant qu'elle détient le projet à 100%. La société avait aussi annoncé le jeudi 23 octobre la reprise des forages d'exploration d'hydrocarbures dans le bassin de Ghadamès, par le groupe pétrolier algérien Sonatrach. Des forages interrompus en mai 2014 « en raison de l'instabilité de la situation sécuritaire à l'époque ». En février 2013, le ministère libyen du Pétrole et du Gaz avait fait état d'une découverte d'hydrocarbures sur le champ opéré par Sonatrach dans le bassin, les premières études révélant que le gisement pouvait produire 8200 barils de pétrole brut et 1700 m3 de gaz naturel par jour. En mai 2023, la NOC annonçait aussi la découverte d'un gisement d'or noir dans le bloc 4/82 qu'elle détient à hauteur de 89,5 %, contre 10,5% pour la compagnie pétrolière russe Tatneft. La Libye possède de fait les plus grandes réserves de pétrole prouvées en Afrique (48 milliards de barils), mais sa production de brut a été largement perturbée par l'instabilité politique et sécuritaire consécutive à la chute du régime de Mouammar Kadhafi en 2011. À ce jour, ce pays d'Afrique du Nord compte deux autorités rivales : le gouvernement d'union nationale (GUN) libyen basé à Tripoli et reconnu par l'ONU, et un exécutif parallèle basé à Benghazi et acquis au chef de guerre Khalifa Haftar qui contrôle de larges pans du territoire. Le gouvernement de Tripoli a adopté début 2025 un plan de relance du secteur des hydrocarbures, soutenu par des investissements évalués à entre 3 et 4 milliards USD. Dans ce cadre, le pays a lancé son premier appel d'offres pétrolier en 17 ans, une initiative perçue par les analystes comme un signal de réouverture aux investissements étrangers.

EGYPTE-QATAR

Signature d'un accord de partenariat pour un mégaprojet d'investissement

Un accord de partenariat entre l'Egypte et le Qatar visant à développer une zone dans la région d'Alam El-Roum et Samla, à Marsa Matrouh, a été conclu jeudi 6 novembre et annoncé lors d'une conférence de presse tenue au siège du Conseil des ministres à la Nouvelle Capitale.

L'accord a été signé par Sherif El-Sherbiny, ministre du Logement, des Services publics et des Communautés urbaines, et par Abdallah ben Hamad ben Abdallah Al-Attiyah, ministre qatari des Municipalités et président du conseil d'administration de la société Qatari Diar. Le plan directeur préliminaire du projet de développement de la zone d'Alam El-Roum prévoit la création de stations touristiques internationales, de résidences luxueuses, de centres commerciaux et de loisirs, ainsi que d'un port de plaisance pour yachts et d'infrastructures de services modernes, à l'image du projet de Ras Al-Hikma. Le montant total des investissements s'élève à 29,7 milliards de dollars. La première phase de l'investissement qatari en Egypte couvrira entre 20 % et 25 % de la superficie totale du projet. Ce montant initial comprend le droit d'exploitation du terrain ainsi que les coûts des infrastructures que le gouvernement égyptien réalisera dans la région. L'accord, conclu avec l'Autorité des communautés urbaines nouvelles (NUCA), prévoit le versement d'environ 3,5 milliards de dollars pour la valeur du terrain et un investissement de 26,2 milliards de dollars destiné à la construction du projet, qui s'étendra sur 4 900 feddans (environ 2 000 hectares), l'équivalent de 20,5 kilomètres carrés, situé le long de 7,2 kilomètres de littoral. L'Egypte détiendra des résidences dont la valeur estimée à la vente est d'environ 1,8 milliard de dollars. En plus, 15 % des bénéfices seront attribués à la NUCA, une fois les coûts totaux de l'investissement récupérés. L'objectif est de transformer la zone d'Alam El-Roum, une région côtière encore non aménagée située à 480 kilomètres au nord-ouest du Caire, en destination touristique dynamique et ouverte toute l'année, capable d'attirer des visiteurs internationaux. Le pro-

jet comprendra des quartiers résidentiels haut de gamme, des terrains de golf, des marinas, ainsi que des écoles, universités et infrastructures administratives.

« Nous ne parlons pas d'une station balnéaire, mais d'un centre urbain intégré » : Madbouly

Lors de la conférence de presse, le premier ministre égyptien Mostafa Madbouly a rendu hommage au groupe de travail composé de spécialistes des deux pays ainsi qu'aux négociateurs grâce auxquels l'accord a pu voir le jour après des mois de négociations. « Nous ne parlons pas d'une station balnéaire, mais d'un centre urbain intégré », a expliqué Madbouly, dont il a détaillé l'aspect financier de l'accord conclu, qui se structure en deux volets : Le premier volet « correspond à un paiement d'une valeur de 3,5 milliards de dollars, qui sera transféré par l'investisseur qatari avant la fin de l'année », a affirmé Madbouly. « Le projet permettra également la création de plus de 250 000 emplois et illustre la confiance dans la solidité de l'économie égyptienne », a précisé le premier ministre. Madbouly a déclaré que la vision de l'Etat vise à faire du littoral nord une région capable d'accueillir plus de 17 millions d'habitants « Nous avons commencé par de grands et ambitieux projets, tels que la Nouvelle-Ville d'Alamein, afin de stimuler le développement et d'attirer les investissements directs étrangers vers les atouts du littoral nord ». Le secteur du tourisme connaît un développement significatif dans l'économie égyptienne. Il ne s'agit pas d'« une simple station estivale », a expliqué Madbouly, mais d'« un centre urbain complet, actif toute l'année, comprenant des hôtels internationaux, des quartiers résidentiels, des centres commerciaux, des zones de services, des hôpitaux, des écoles et

des universités ». Ce projet, d'une envergure nouvelle, a été rendu possible « à travers la négociation et le partenariat avec nos frères qataris », a confié le premier ministre.

« L'un des projets les plus importants de toute la région » : PDG de Qatari Diar

Abdallah ben Hamad ben Abdallah Al-Attiyah, ministre qatari des Municipalités et président du conseil d'administration de la société Qatari Diar, a déclaré que la signature de l'accord de partenariat constituait « une nouvelle étape reflétant la profondeur des relations entre les deux pays ». « Ce projet de développement représente un modèle exemplaire de coopération économique complémentaire entre les pays arabes, réaffirmant l'engagement de Qatari Diar à continuer de soutenir les efforts de développement en Egypte, contribuant ainsi à renforcer l'intégration économique entre les deux pays et à ouvrir de nouvelles perspectives pour le développement des zones côtières », a expliqué Al-Attiyah, ajoutant que « ce projet est l'un des plus vastes projets d'aménagement de la région ». La première phase de l'investissement qatari en Egypte couvrira « entre 20 % et 25 % de la superficie totale du projet », a confirmé le ministre qatari, précisant que « le montant initial alloué comprend le droit d'exploitation du terrain ainsi que les coûts des infrastructures que le gouvernement égyptien réalisera dans la zone ». Le projet comprend plusieurs éléments urbains et touristiques, a détaillé Al-Attiyah, « incluant des hôtels, des unités résidentielles, des zones commerciales et des infrastructures de services » au profit de « l'un des projets de développement urbain et touristique les plus importants d'Egypte et de toute la région ».

TUNISIE-ITALIE

Un partenariat pour valoriser les eaux usées dans l'agriculture

La Tunisie fait face à une période de sécheresse qui dure depuis plus de six ans, comme dans la majorité des pays d'Afrique du Nord. Alors que ce phénomène exacerbe la pression sur les ressources hydriques, le gouvernement mise sur les ressources en eau non conventionnelles dans l'irrigation. La Tunisie et l'Italie ont officialisé, le lundi 3 novembre 2025, le lancement du projet « TANIT », un programme destiné à valoriser les eaux usées traitées pour renforcer la résilience agricole et la sécurité alimentaire du pays. Dans un communiqué publié sur son site, le ministère de l'Agriculture indique que ce projet sera mis en œuvre avec la participation de l'Agence italienne pour la coopération au développement, de la Caisse italienne des dépôts et consignations, et du Centre international de hautes études agronomiques méditerranéennes (CIHEAM) de Bari. Il s'inscrit notamment dans le cadre de la coopération bilatérale Tunisie Italie pour la période 2025 2027, en lien avec le programme italien « Plan Mattei » pour l'Afrique.

Les interventions prévues porteront sur trois axes stratégiques, notamment le traitement et la réutilisation des eaux usées, l'amélioration de la performance agricole dans plusieurs zones pilotes, et le renforcement des capacités en matière de formation, de recherche et d'innovation.

11 500 hectares à irriguer avec des eaux recyclées

Selon les informations relayées par les médias locaux, le projet TANIT prévoit concrètement de transformer les eaux usées traitées de la région de Tunis en eau d'irrigation pour des exploitations agricoles de l'Office des Terres domaniales, notamment à Bouraghba, Borj El Amri, El Kheir, Smenja, Enfidha et Echchâal, couvrant une superficie totale estimée à 11 500 hectares répartis à travers les gouvernorats de Tunis, Zaghouan, Sousse et Sfax. Plusieurs stations d'épuration sont identifiées à cet effet pour assurer l'approvisionnement en eau usée, notamment celles d'El Attar, Melliane, Sfax, Enfidha et Agareb.

Il convient de noter que l'utilisation des eaux usées traitées dans l'irrigation n'est pas une pratique nouvelle en Tunisie. Depuis 1987, la politique nationale de réutilisation des eaux usées traitées s'est progressivement consolidée, intégrant les périmètres irrigués alimentés par ces ressources dans la planification régulière du secteur agricole. Selon les données de l'Office national de l'assainissement (ONAS), 57,6 millions de m³ d'eaux usées traitées ont été réutilisées en 2023, mais seulement 19 % de ce stock, soit 10,89 millions de m³, ont servi directement à l'irrigation agricole de 2 725 hectares, sur un total de 7 794 hectares de terres aménagés à cet effet. Dans ce contexte, l'enjeu pour la partie tunisienne, à travers le lancement du projet TANIT, est de renforcer le recours aux eaux usées traitées dans l'irrigation pour réduire la pression existante sur les ressources hydriques du pays. Pour rappel, 80 % des ressources en eau en Tunisie sont utilisées par le secteur agricole.

AFRIQUE DU SUD

Biovac lance un laboratoire de développement de vaccins destinés à l’Afrique

Le laboratoire, qui utilisera des technologies avancées comme l’ARN messenger, s’aligne sur l’ambition de l’Union africaine de faire passer le taux de vaccins produits localement de 1% actuellement à 60% d’ici 2040.

La société biopharmaceutique sud-africaine Biovac a inauguré, le jeudi 6 novembre, un laboratoire de développement de produits à la pointe de la technologie pour fabriquer de bout en bout des vaccins et d’autres médicaments ciblant des maladies répandues en Afrique. Soutenu par la Fondation Gates et d’autres bailleurs de fonds, dont l’Union européenne (UE) et le gouvernement allemand, le nouveau laboratoire permettra à Biovac de produire des vaccins depuis les premières étapes du développement du produit jusqu’à la fabrication et la formulation finale, en utilisant des technologies de pointe telles que l’ARN messenger (ARNm), a précisé la société dans un communiqué. Il devrait également produire d’autres traitements, tout en favorisant l’innovation et la création de droits de propriété intellectuelle. Installé dans la ville du Cap (Sud-Ouest de l’Afrique du Sud), le laboratoire comprend des infrastructures pour le développement, le criblage, l’évaluation et la fabrication de substances médicamenteuses à base d’ARNm. Il abrite aussi une suite spécialisée dans la formulation de nanoparticules qui encapsulent et protègent l’ARNm en toute sécurité, ainsi que des zones dédiées à la

culture bactérienne et cellulaire, au stockage de banques de cellules et à la manipulation de matériaux médicaux sensibles. « La création de notre nouveau laboratoire de développement de produits est une étape importante pour Biovac et pour l’innovation en matière de vaccins en Afrique. Elle garantit que l’Afrique ne sera pas laissée pour compte dans la lutte contre les maladies évitables par la vaccination, actuelles et futures », a déclaré le directeur général de Biovac, Morena Makhona, cité dans le communiqué. « Pour des millions de personnes à travers le continent, le laboratoire offre la promesse d’un accès plus rapide et plus fiable à des vaccins vitaux développés et produits en Afrique, pour l’Afrique », a souligné de son côté le directeur général de la Fondation Gates, Mark Suzman.

Développement progressif des capacités de fabrication

Le lancement du laboratoire de développement de vaccins de Biovac s’aligne sur l’ambition de l’Union africaine (UA) de faire passer le taux de vaccins produits localement de 1% actuellement à 60% d’ici 2040 pour mieux se préparer aux futurs défis sanitaires.

Un objectif que l’organisation continentale espère atteindre non seulement grâce au soutien des Etats, des donateurs et des institutions financières multilatérales, mais aussi à des initiatives portées par le secteur privé, à l’instar de celle de la firme sud-africaine. Détenu à hauteur de 47,5 % par deux agences gouvernementales sud-africaines, la société Biovac fournit des vaccins pour le programme de vaccination infantile en Afrique du Sud. Elle a été initialement créée pour distribuer des vaccins importés en partenariat avec le ministère national de la Santé, avant de développer progressivement ses capacités pour opérer dans le segment de la dernière étape de fabrication appelée remplissage-finition (fill and finish), durant laquelle le produit est traité et mis en flacons. Biovac fournit des vaccins pour traiter des maladies telles que la tuberculose, le tétanos, la diphtérie, la poliomyélite, l’Haemophilus influenzae et l’hépatite B en Afrique du Sud. Pendant la pandémie de Covid-19, l’entreprise a conclu un accord avec les laboratoires Pfizer et BioNTech pour produire des vaccins pour le compte de l’Union africaine.

RDC

Le FMI pourrait débloquer plus de 450 millions de dollars

Le Fonds monétaire international (FMI) a mené une mission en République démocratique du Congo (RDC) entre le 22 octobre et le mercredi 5 novembre. Une décision stratégique a été prise à la suite de cette mission. La République démocratique du Congo (RDC) se rapproche d’un décaissement de près de 456 millions de dollars dans le cadre de son programme économique et financier triennal avec le Fonds monétaire international (FMI). Ce montant comprend 268 millions de dollars au titre de la Facilité élargie de crédit (FEC) et 188 millions de dollars au titre de la Facilité pour la résilience et la durabilité (FRD), précise une source interne. Selon un communiqué du FMI, à l’issue d’une mission conduite du 22 octobre au 5 novembre 2025, les services du Fonds et les autorités congolaises sont parvenus à un accord préliminaire sur la deuxième revue du volet FEC et la première revue du volet FRD. Cette avancée marque la validation de la première étape vers le décaissement des 456 millions de dollars.

Les prochaines étapes concernent l’examen du dossier par la direction générale du FMI, puis par son conseil d’administration, dont la réunion est prévue en décembre 2025. Si le dossier reçoit un avis favorable, ce qui est probable, ces instances désavouant rarement les conclusions de leurs missions, le décaissement interviendra immédiatement après. Contrairement aux précédents versements, il s’agira en grande partie d’appuis budgétaires, c’est-à-dire de fonds transférés directement au Trésor public pour le financement du budget de l’État. Selon un responsable du FMI, 188 millions de dollars au titre de la FRD et 189 millions sur les 268 millions de la FEC seront versés sous ce mécanisme, soit un total de 377 millions de dollars. Le solde de 79 millions de dollars sera crédité sur le compte de la Banque centrale du Congo (BCC) logé auprès de la Banque des règlements internationaux (BRI), afin de renforcer les réserves internationales du pays. Cette répartition reflète les besoins économiques actuels de la RDC. D’après le

FMI, la stabilité extérieure du pays s’est renforcée, soutenue par l’accumulation continue des réserves internationales et la réduction du déficit du compte courant, bien que le niveau des réserves demeure inférieur au seuil d’adéquation recommandé. Parallèlement, le conflit armé à l’est du pays et les épidémies récurrentes, comme celle de la maladie à virus Ebola, continuent d’exercer une pression importante sur les finances publiques. Pour 2026, la RDC prévoit un budget de 59 020,5 milliards de francs congolais (FC), soit 20,3 milliards de dollars au taux de change moyen retenu dans les hypothèses budgétaires. Près de 15 % de ce budget, en hausse de 16,4 % par rapport à la loi de finances rectificative de 2025, sera consacré à la défense nationale, soit 7 929,7 milliards de FC (2,7 milliards de dollars). Pour financer ce budget, le gouvernement compte en partie sur les appuis budgétaires, attendus à 3 800,2 milliards de FC (1,3 milliard de dollars), en hausse de 28,1 % par rapport à 2025.

TOGO

Le pays veut mettre en place une cartographie radioélectrique nationale

Au Togo, l’Autorité de Régulation des Communications Électroniques et des Postes (ARCEP) veut mettre en place une cartographie radioélectrique nationale, baptisée RadioMap. Celle-ci permettra de visualiser, surveiller et gérer l’ensemble des fréquences radio utilisées sur un territoire. Sa mise en place repose sur la collecte, l’analyse et la représentation géographique des données liées aux émissions radioélectriques (antennes, stations de base, faisceaux hertziens, etc.). L’institution a lancé à cet effet, mercredi 5 novembre 2025, un appel d’offres dans le cadre d’un projet visant à doter le pays d’une plateforme moderne de gestion des sites radioélectriques autorisés et de suivi des mesures de qualité de service (QoS) et de rayonnements non ionisants (RNI). Financé sur le budget 2025 de l’ARCEP, le marché comprend la fourniture, l’installation et la mise en service de la plateforme, à livrer dans un délai de 240 jours à compter de la notification du contrat. Les variantes ne sont pas autorisées, précise l’avis, la passation du marché étant encadrée par le Code des marchés publics. Les candidats intéressés doivent soumettre leurs offres au plus tard le 5 décembre 2025.

BURKINA FASO

Le gouvernement adopte la carte d’identité biométrique AES

Lors du Conseil des ministres tenu le jeudi 6 novembre 2025, le gouvernement burkinabè a adopté un décret portant institution d’une carte nationale d’identité dénommée Carte d’identité biométrique de la Confédération des États du Sahel (CIB-AES). Elle constituera désormais le document national d’identité de référence. D’après le compte rendu du gouvernement, cette carte « répond à la nécessité de disposer d’un document d’identité fiable, sécurisé et conforme aux normes confédérales de l’AES et aux standards internationaux, notamment ceux de l’Organisation de l’aviation civile internationale (OACI) ». Sa durée de validité est de dix (10) ans à compter de sa date de délivrance. Par ailleurs, les cartes nationales d’identité burkinabè (CNIB) déjà délivrées restent valables pour une durée transitoire de cinq ans à compter de la date de mise en circulation de la CIB-AES.

BOURSE DE NEW YORK

Wall St dans le désordre, les valeurs tech plombent le Nasdaq

Les principaux indices de Wall Street ont terminé dans le désordre, sur fond d'inquiétudes liées à l'économie et aux valorisations jugées excessives dans le secteur technologique.

L'indice Nasdaq Composite, à forte composante technologique, sa plus forte baisse hebdomadaire depuis avril, plus de 3%, après que plusieurs dirigeants de Wall Street ont averti plus tôt dans la semaine qu'une correction de marché pourrait survenir. L'indice Dow Jones a gagné 0,16%, ou 74,80 points, à 46.987,10 points. Le Standard & Poor's 500, plus large, a pris 8,48 points, soit 0,13% à 6.728,80 points. Le Nasdaq Composite a reculé de son côté de 49,45 points, soit 0,21% à 23.004,538 points.

"Il y a une persistance des inquiétudes concernant un possible repli (...) c'est une faiblesse traditionnelle du début novembre, déclenchée par des valorisations élevées et l'épuisement des catalyseurs capables de soutenir ou de propulser le marché", a déclaré Sam Stovall, chef stratège en investissement chez CFRA Research. L'optimisme autour de l'intelligence artificielle a porté les marchés à des niveaux record cette année, mais les interrogations sur la monétisation de cette technologie et les dépenses circulaires

au sein du secteur ont récemment entamé l'enthousiasme des investisseurs pour les actions américaines. L'indice de volatilité du CBOE, considéré comme le baromètre de la peur à Wall Street, a atteint son plus haut niveau en plus de deux semaines. Les actionnaires de Tesla ont approuvé jeudi le plus important plan de rémunération jamais accordé à un dirigeant d'entreprise pour le PDG Elon Musk. Le titre a reculé de 3,67%. Sur le front des résultats, les données

compilées par LSEG jusqu'à jeudi montrent que 83% des 424 entreprises du S&P 500 ayant publié leurs résultats ont dépassé les attentes de Wall Street, soit le taux le plus élevé de surprises positives depuis le deuxième trimestre 2021. Expedia a bondi de 17,54% pour s'imposer en tête du S&P 500, après avoir relevé ses prévisions de croissance du chiffre d'affaires annuel et publié un bénéfice trimestriel supérieur aux attentes.

BOURSE ZURICH

Le SMI à l'équilibre en pleine inquiétude des marchés

La Bourse suisse a fini pile à l'équilibre vendredi, faisant à peine mieux que ses consœurs européennes et américaine. Les investisseurs ont joué la carte de la prudence, après le plongeon des valeurs technologiques américaines la veille et les incertitudes quant à la santé réelle du marché du travail outre-Atlantique. "Les méga-capitalisations et actions à croissance ont vécu une semaine difficile et "ces temps difficiles ne devraient pas disparaître de sitôt", a constaté Patrick O'Hare de Briefing.com. "Le marché est en train d'évaluer si le repli constitue une simple prise de bénéfices ou le début d'une correction plus large", a-t-il ajouté dans un commentaire. Les investisseurs ont dû se passer des données sur le marché du travail en octobre aux Etats-Unis. Leur publication était prévue cet après-midi, mais en raison du blocage budgétaire ("shutdown"), ces chiffres très attendus par le marché n'ont pas été publiés. A la Bourse suisse, l'indice vedette SMI a clôturé exactement à l'équilibre à 12'298,30 points, après un plus haut à 12'330,34 points et un plus bas à 12'217,38 points. Le SLI a abandonné 0,24% à 2005,87 points et le SPI a perdu 0,09% à 16'974,56 points.

La majorité des valeurs vedettes a cédé ses gains, les plus fortes baisses ayant été enregistrées Galderma (-2,9%), Sanofi (-2,5%) et Sonova (-2,0%), sans information particulière. A l'opposée, Swatch Group est resté en tête des échanges (+2,6%), devant Swisscom (+1,9%) et Roche (+1,2%). Après ses résultats sur neuf mois, Research Partners a relevé l'objectif de cours du géant bleu à 595 francs suisses, contre 520 francs suisses, estimant que l'intégration de Vodafone Italia se déroule comme prévu et que la réduction de la dette progresse. Sur le marché élargi, Coltène (+2,0%) a calmé ses ardeurs, après avoir nettement progressé. Kepler Cheuvreux a entamé la couverture à "buy" avec un objectif de cours à 57 francs suisses, saluant la stratégie ambitieuse du groupe pour les années 2025 à 2027. BKW (-6,2%) a souffert d'un abaissement par UBS la veille de sa recommandation à "neutral", contre "buy". Stadler Rail (-2,4%) a vu un contrat de 2,1 milliards de francs suisses lui passer sous le nez. Le groupe thurgovien a publiquement regretté le choix des CFF de confier à son concurrent allemand Siemens Mobility le soin de leur fournir 116 rames.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

بنك الجزائر BANK OF ALGERIA COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN Cours du : 05 Novembre 2025 Valeur : 07 Novembre 2025					
BASE	DEVISES			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		130.6785	130.6935
1	EUR	EURO		150.1888	150.2191
1	GBP	POUND STERLING		170.3095	170.4179
100	JPY	JAPANESE YEN		85.0771	85.1091
1	CNY	CHINESE YUAN		18.3370	18.3399
1	CHF	SWISS FRANC		161.4311	161.5295
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		92.6141	92.6444
1	DKK	DANISH KRONE		20.1149	20.1237
1	SEK	SWEDISH KRONA		13.6412	13.6450
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		12.8084	12.8130
1	AED	UAE DIRHAM		35.5772	35.5832
1	SAR	SAUDI RIYAL		34.8430	34.8488
1	KWD	KUWAITI DINAR		425.1090	425.2961
1	TND	TUNISIAN DINAR		43.8847	44.3258
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		14.0483	14.0499
1	LYD	LIBYAN DINAR		23.8612	23.9835
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.2727	3.2829
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		177.0761	177.0761

EN LÉGER REPLI

La Bourse de Paris reprend son souffle à l'instar des autres places financières

La prudence est restée de mise vendredi à la Bourse de Paris, qui finit sur un repli hebdomadaire, reprenant son souffle pour s'interroger sur les fortes valorisations du secteur de la tech et la santé de l'économie aux Etats-Unis. L'indice vedette de la place parisienne, le CAC 40, a cédé 0,18% vendredi, soit 14,59 points, revenant à 7.950,18 points. Il avait déjà abandonné jeudi 1,36% et a perdu 2,10% sur la semaine. "Le marché est en train de reprendre son souffle car il y a eu beaucoup d'éléments récents à digérer", a indiqué à l'AFP Arnaud Morvillez, gérant chez Uzes Gestion, faisant notamment référence aux

résultats d'entreprises et à une déception causée par le discours de la direction de la banque centrale américaine (Fed) concernant sa future politique monétaire: "on s'attendait à une baisse des taux pour décembre qui a priori est loin d'être acquise". "Des poches de marché ont été très valorisées, notamment autour de l'IA, il faut que ça dégonfle, que les investisseurs prennent un peu de profits pour repartir sur des bases saines", a-t-il ajouté. Eymane Cherfa, analyste actions de Myria AM, souligne aussi que les investisseurs "se mettent à douter de la rentabilité des milliards de dollars investis dans le secteur de l'IA". "La frénésie des investisseurs se

calme", a-t-il résumé. Sur le front domestique, l'enlèvement des débats sur le budget de la France à l'Assemblée ne pèse guère sur l'humeur du marché parisien, assure Arnaud Morvillez. "On suit les Américains, on ne voit pas forcément de traces d'événements politiques sur le CAC 40", estime le gérant d'Uzes Gestion. Lionel Melka, associé chez Swan Capital, en est moins persuadé et pense que "le marasme ambiant et les discussions budgétaires pèsent sur les banques". "On n'y comprend plus rien, on est entrés dans une zone inconnue", ajoute l'analyste interrogé par l'AFP. De l'autre côté de l'Atlantique, la prolongation de la paralysie budgétaire ("shutdown") commence à

répandre "un brouillard" sur l'état de l'économie américaine et surtout sur celui du marché du travail. Les statistiques officielles sur l'emploi n'ont pas été publiées pour les mois de septembre et d'octobre. "Il n'y a pas vraiment de porte de sortie avec les deux parties qui se renvoient la balle" au Congrès américaine, "ça va finir par peser sur l'économie américaine", craint Lionel Melka. Reste que le marché français, en l'absence de données macro-économiques et de grosses valeurs technologiques sur le CAC 40, se focalise davantage sur des actions individuelles, liées aux publications de résultats, plutôt que sur un mouvement de fond, estime encore Lionel Melka.

L'action du groupe Kering a été recherchée (+2,92% à 299,90 euros). L'agence de notation S&P a relevé sa perspective de notation de crédit du groupe de luxe de négative à stable. "Cela a permis de donner de l'oxygène au titre", a signalé Eymane Cherfa de Myria AM. L'opérateur boursier paneuropéen Euronext a publié jeudi un chiffre d'affaires en hausse au 3e trimestre, le sixième d'affilée, notamment grâce aux activités non liées aux volumes échangés sur les marchés. Les résultats ont été salués en Bourse, le titre Euronext prenant 3,93% à 126,80.

EN RAISON DE LA FERMETURE DU GOUVERNEMENT

L'économie américaine perd 15 milliards de dollars par semaine

Alors que les pertes quotidiennes s'aggravent et que les programmes de soutien social vitaux sont interrompus, le président Donald Trump a vivement critiqué son parti républicain, en tenant la fermeture responsable des pertes lors des récentes élections locales, tandis que Bloomberg a averti des effets financiers profonds qui pourraient affaiblir la croissance et laisser "des cicatrices permanentes" dans l'économie américaine.

Avec la montée de la colère populaire et l'érosion de la confiance dans les institutions, Washington semble enlisée dans une impasse politique qui menace de saper la position de la plus grande économie du monde. Trump a déclaré lors d'un petit-déjeuner avec des sénateurs républicains à la Maison Blanche, selon le journal Politico, que "la fermeture a été un facteur négatif important pour les républicains", ajoutant : "C'était une nuit passionnante, et nous avons beaucoup appris, mais il est clair que cela n'a été bon pour aucun des partis". Le président américain a reconnu que la défaite de son parti lors des élections des gouverneurs des États de Virginie et du New Jersey, ainsi que lors de la course à la mairie de New York, était en partie due à

"une mobilisation faible de sa base électorale", selon les résultats des sondages auxquels il a fait référence lors de la réunion. Trump a ajouté : "Les sondages disent que mon absence sur le bulletin de vote a eu un impact négatif sur la participation, je ne sais pas dans quelle mesure c'est vrai, mais je considère cela comme un hommage de dire cela".

Appel à l'annulation de la règle d'interruption

Trump a profité de la réunion pour renouveler son appel à l'annulation de la règle d'interruption qui empêche l'adoption de décisions au Sénat sans une majorité de 60 voix, en disant : "Si nous ne l'annulons pas maintenant, les démocrates le feront lorsqu'ils reviendront au

pouvoir. Alors que la crise politique à Washington se poursuit, Bloomberg a révélé que la fermeture actuelle du gouvernement est devenue la plus longue de l'histoire des États-Unis, dépassant le record de 35 jours établi en 2019. L'agence a indiqué que la fermeture a coûté à l'économie américaine entre 10 et 30 milliards de dollars par semaine, selon diverses estimations, précisant que les pertes "se stabilisent en moyenne autour de 15 milliards de dollars par semaine". La perte de confiance dans les institutions publiques est devenue l'une des conséquences les plus graves de cette fermeture prolongée en Amérique sans perspective claire (Anadolu)

ROYAUME UNI

La BoE maintient son taux directeur à 4% à l'issue d'un vote serré

La Banque d'Angleterre (BoE) a laissé son taux directeur inchangé à 4% jeudi, à une courte majorité, face à la conjoncture économique morose du Royaume-Uni et avant la présentation du budget britannique, qui devrait comprendre des hausses d'impôts. Nous pensons toujours que les taux vont progressivement baisser, mais nous devons être sûrs que l'inflation est bien engagée sur la voie du retour vers notre objectif de 2% avant de les abaisser de nouveau", a déclaré le gouverneur de la BoE, Andrew Bailey, dans un commentaire joint au rapport de politique monétaire.

Cinq membres du Comité de politique monétaire (MPC) ont voté pour ce statu quo, largement anticipé par le marché, en attendant les détails du budget du gouvernement travailliste le 26 novembre. Quatre membres ont cependant voté au contraire pour une baisse d'un quart de point de pourcentage. La BoE estime que l'inflation a atteint son pic au Royaume-Uni en septembre, à 3,8% sur un an, là où elle misait auparavant sur un sommet à 4%, et s'attend à ce qu'elle revienne à sa cible de 2% courant 2027. Elle attribue la récente poussée des prix à l'alimentation et à des

hausse inhabituelles des prix administrés -- c'est-à-dire régulés par les autorités publiques, par exemple à l'aide des taxes sur les véhicules. Droits de douane et cyberattaque Le Royaume-Uni reste confronté à une croissance qui bat de l'aile, à 0,1% en août, et un marché de l'emploi qui s'affaiblit, ce qui a conduit certains analystes à parier sur une baisse de taux jeudi. D'autant que cette situation pourrait être amplifiée par des hausses d'impôts dans le budget d'automne, comme la ministre des Finances britannique, Rachel Reeves, l'a laissé entendre mardi dans un discours.

Elle s'est aussi engagée à lutter contre l'inflation. "Une partie de la faiblesse (de la croissance, ndlr) peut refléter l'incertitude autour du budget d'automne", s'est bornée à reconnaître la BoE dans son rapport. Dans la conférence de presse suivant l'annonce, le gouverneur Andrew Bailey s'est refusé à spéculer sur le contenu ou les effets du budget, qui n'ont pas affecté les projections de la Banque. "Il revient à la ministre des Finances de faire des annonces dans le budget, et nous y répondrons ensuite", a-t-il déclaré.

ITALIE

Une résilience économique à confirmer au deuxième semestre

L'estimation préliminaire du PIB du troisième trimestre montre que l'économie italienne a stagné par rapport au deuxième trimestre. Sur un an, la croissance du PIB a, quant à elle, ralenti à +0,4%. L'acquis reste cependant inchangé. Bien que le détail des comptes ne soit pas disponible, l'Istat indique que ce résultat est dû à l'effet combiné d'un recul de la demande intérieure et d'une contribution positive du commerce extérieur. Du côté de l'offre, si la valeur ajoutée dans le secteur primaire a augmenté, celle de l'industrie a reculé, tandis qu'elle est restée stationnaire dans les services. Par rapport à notre estimation initiale, qui anticipait un recul du PIB de 0,1%, l'économie italienne fait mieux. L'Italie n'est cependant pas un cas isolé. Globalement, le PIB de la zone euro accé-

lère légèrement, sa croissance progressant de 0,1% au deuxième trimestre à 0,2%. Si l'activité allemande stagne aussi, avec un profil sur l'année comparable à celui de l'Italie, l'économie française, mais aussi celle des Pays-Bas et du Portugal, progressent. L'Espagne, pour sa part, ralentit sur le trimestre, mais continue d'afficher l'une des croissances les plus élevées de la zone euro. Selon les indications fournies par l'institut statistique italien concernant le PIB, il semblerait que les effets des tarifs douaniers ne se soient pas encore pleinement manifestés. La volatilité des données mensuelles du commerce extérieur au cours des trois derniers mois complique la lecture de cette réalité. En effet, après une hausse des exportations en valeur en juillet de 1,2%, tirée par les exportations hors UE, les flux de ventes vers l'étranger

ont reculé de 2,7% en août. Malgré ce repli, l'acquis reste positif sur le trimestre, à 1,2%. La progression des exportations sur les huit premiers mois de l'année reste également positive à +3,8%. Les exportations hors UE – dont les données pour le mois de septembre sont disponibles – progressent de 1,8% sur le troisième trimestre, après avoir reculé de 4,4% au trimestre précédent. La baisse du mois d'août de plus de 7% a, en effet, laissé place à un rebond de 5,9% en septembre, permettant d'afficher une performance positive sur le trimestre. Dans le détail, si les exportations hors UE du T2 avaient été pénalisées par une baisse des ventes vers le Royaume-Uni et la Chine, avec un recul en glissement annuel marqué sur ces deux marchés, les exportations vers le Royaume-Uni semblent se redresser, tandis que celles

vers la Chine sont toujours en recul. Les exportations vers le marché américain, quant à elles, semblent continuer de s'inscrire dans une dynamique robuste. Après le recul de 21% en août, la hausse de 34% en septembre fait pencher la performance du trimestre du côté positif. Si l'on exclut les équipements de navigation maritime, la croissance des exportations vers les États-Unis reste également très dynamique à 12%. Les données du commerce extérieur se caractérisent également par un acquis négatif des importations au T3, malgré la reprise des importations en provenance des pays hors UE. Sur la période janvier-août, les importations ont enregistré une hausse de 4,8% en glissement annuel, majoritairement attribuable aux flux en provenance des pays hors UE.

ESPAGNE

Léger ralentissement de la croissance économique

C'est ce qui ressort des nouvelles données publiées mercredi dernier par l'INE (Institut espagnol des statistiques), faisant état d'une croissance du PIB de la péninsule qui s'est établie à 0,6% durant le troisième trimestre de l'année en cours.

Avec ce niveau, le PIB du pays a ainsi enregistré un recul de 0,2% par rapport au taux de 0,8% enregistré durant le deuxième trimestre de la même année, mais il revient au même niveau que celui relevé durant les trois premiers mois de 2025, à savoir 0,6% entre les mois de janvier et mars. Néanmoins, en dépit de ce léger ralentissement, ces nouvelles données, estiment les analystes de l'organisme espagnol des statistiques, « confirment le dynamisme de l'économie » du pays, et ce, à l'inverse des autres pays de la zone euro, où les analystes tablent sur un taux de croissance moyen de 0,1% seulement durant la même période trimestrielle. Pour l'économiste et chercheur au Centre de politiques économiques à l'Esade Business School, Manuel Hidalgo, interrogé par l'AFP, « les données publiées par l'INE maintiennent l'économie espagnole à un niveau positif et marquent une croissance différente de celle de l'économie européenne ». Néanmoins, le spécialiste n'a pas manqué de relever ce qu'il considère comme « une divergence entre emploi et productivité, typique de la reprise économique espagnole qu'il faudra suivre dans les prochains mois en cas de ralentissement prolongé ». En effet, à travers l'évolution de l'économie du pays, le même spécialiste relève qu'il y a « davantage de personnes en emploi, mais sans amélioration significative de la productivité ».

L'IA AU SERVICE DU CHAOS

Google identifie des malwares qui apprennent à muter en temps réel

Les cybercriminels peuvent désormais déployer des logiciels malveillants pilotés par l'intelligence artificielle, et qui sont en plus capables de s'auto-modifier pour échapper aux détections. Google Threat Intelligence tire la sonnette d'alarme.

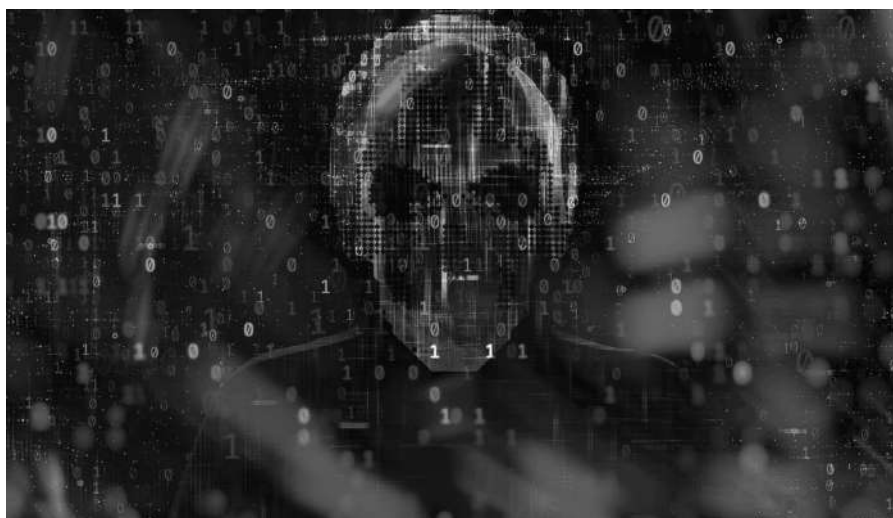
L'ère du malware intelligent est définitivement lancée. Dans un rapport publié mercredi, l'unité Google Threat Intelligence nous explique que les cybercriminels déploient des malwares équipés d'intelligences artificielles qui modifient de façon dynamique leur comportement pendant l'attaque. PromptFlux, PromptSteal ou QuietVault, ces noms de code désignent une nouvelle espèce de menaces autonomes et adaptatives, qui marque une phase opérationnelle assez inédite dans l'abus de l'IA. Le ver est dans le fruit de la dernière révolution technologique.

Un malware qui se réécrit lui-même régulièrement grâce à l'intelligence artificielle

La famille de malwares PromptFlux incarne la mutation en cours. Ce logiciel malveillant contacte l'API Gemini de Google pour accomplir un tour de force, à savoir se transformer automatiquement. Son module Thinking Robot demande régulièrement à l'IA de réécrire son code pour contourner les antivirus. Résultat : à chaque fois qu'il s'active, une nouvelle version apparaît dans le système Windows. Impossible, donc, pour les défenses classiques de le reconnaître. C'est comme poursuivre un caméléon qui changerait constamment d'apparence. Plus troublant encore, PromptSteal débarque en Ukraine, propulsé par le groupe russe APT28, affilié à la Russie et plus connu sous le nom de Fancy Bear ou Pawn Storm. Ce voleur de données utilise l'API Hugging Face et le modèle Qwen2.5-Coder-32B-Instruct pour générer à la volée des commandes Windows. Plutôt que d'avoir des instructions codées en dur, il demande à l'IA de créer de façon dynamique les lignes de code nécessaires pour collecter informations système et documents dans des dossiers spécifiques. Une première mondiale dans une opération réelle, selon Google. Le malware devient imprévisible par design. Quant à QuietVault, celui-ci ajoute une couche supplémentaire d'inquiétude. Considéré comme un voleur d'identifiants GitHub et NPM, il exploite des outils d'IA installés localement pour chercher d'autres secrets sur le système infecté. Après avoir exfiltré les premiers tokens vers un dépôt GitHub public, il lance une chasse aux trésors algorithmique pour dénicher toute donnée sensible supplémentaire. L'autonomie atteint un nouveau seuil critique, puisque le malware enquête désormais seul, sans supervision humaine.

Les hackers contournent les protections des chatbots en se faisant passer pour des étudiants

En ce qui concerne les protections des IA, elles restent faciles à contourner avec un mensonge bien tourné. Google a débusqué des pirates qui prétendent être des étudiants en cybersécurité. « Je travaille sur un exercice de classe », disent-ils à l'IA avant de demander comment exploiter une faille. La firme de Mountain View



AI Tools in Underground Forums and Their Capabilities

	Deepfake & Image Generation	Malware Development	Phishing	Research & Reconnaissance	Technical Support & Code Generation	Vulnerability Exploitation
DarkDev						
EvilAI						
FraudGPT						
LoopGPT						
MalwareGPT						
NYTHEON AI						
SpamGPT						
SpamIR Mailer Bot						
WormGPT						
Xanthorox						

reconnaît même que son chatbot maison, Gemini, a été dupé par ce prétexte éducatif, qui l'a poussé à donner des informations normalement interdites. Une astuce simple, mais terriblement efficace pour se faire aider à créer des outils de piratage. Un acteur lié à la Chine a poussé la manipulation plus loin encore, en multipliant les prétextes universitaires. « Je rédige un article académique », « c'est pour mon projet de fin d'études »... Ces fausses casquettes lui ont permis d'obtenir de Gemini des conseils pour développer exploits, web shells (qui permettent d'exploiter un contrôle à distance) et infrastructures de commande et contrôle. Le rapport documente même ses recherches sur l'exploitation de systèmes Kubernetes et vSphere, territoires moins familiers. Le pirate demande même à Gemini de lui expliquer comment attaquer des technologies cloud qu'il ne connaît pas bien. L'IA devient son formateur involontaire. Et voilà que l'ingénierie sociale migre du cerveau humain vers les modèles de langage.

Le groupe de pirates iranien TEMP.Zagros montre aussi les risques de trop dépendre de l'IA. En demandant de l'aide à Gemini pour corriger son code, il a collé des informations secrètes : l'adresse de

son serveur pirate et son code de chiffrement. Une gaffe qui a permis à Google de localiser tout son système et d'arrêter l'attaque. Même les hackers font des bêtises

quand ils confient leurs secrets à une IA. L'arroseur arrosé, en somme.

Des services de cybercrime avec support Discord vendus comme un abonnement Netflix

Le marché noir se modernise aussi. En 2025, les sites clandestins vendent des outils de piratage IA comme n'importe quel service en ligne. WormGPT, FraudGPT, DarkDev, MalwareGPT... Ces noms copient ChatGPT et proposent des abonnements comme Netflix. Ils promettent une offre gratuite avec pubs, puis des versions payantes avec plus de fonctionnalités et même une assistance client sur Discord s'il vous plaît ! Les créateurs de virus copient les techniques de vente des géants du numérique pour rendre le cybercrime accessible aux débutants.

Tout cela contribue à faire chuter les barrières à l'entrée. Plus besoin de maîtriser le code pour lancer une campagne de phishing ou créer un ransomware maintenant, puisque l'IA s'en charge. Google identifie également des outils qui couvrent tout le cycle d'attaque, du deepfake pour contourner la vérification d'identité jusqu'à la recherche automatisée de vulnérabilités.

Un criminel amateur peut ainsi orchestrer des opérations jadis réservées aux groupes sophistiqués. La courbe d'apprentissage s'effondre, et le volume de menaces explose, peut-on résumer. Les gouvernements exploitent aussi massivement l'intelligence artificielle. Corée du Nord, Iran, Chine... tous l'utilisent pour « améliorer toutes leurs opérations de piratage » note le rapport. Le groupe nord-coréen UNC1069 crée même de fausses vidéos pour arnaquer ses cibles dans le secteur des cryptomonnaies. Du repérage initial au vol de données final, en passant par de faux messages en espagnol pour toucher plus de victimes, l'IA devient l'outil universel de l'espionnage. Une guerre technologique discrète, mais redoutable.

Sous pression, l'UE envisage de reporter des dispositions de l'IA Act

Face au lobbying des entreprises américaines et de l'administration Trump, la Commission européenne réfléchit à reporter et à assouplir certains aspects du règlement sur l'intelligence artificielle. Si l'IA Act est entré en vigueur en août 2025, le règlement est loin de faire l'unanimité. La Maison Blanche souhaitait l'abandon des codes de bonne conduite sur l'IA, privilégiant une régulation légère confiée aux entreprises afin de favoriser l'innovation. De son côté, Meta refusait d'adhérer au cadre européen, qu'il juge inadapté à une technologie encore en construction. Le texte était aussi décrié en Europe avec la signature cet été d'une tri-

bune de patrons européens réclamant le report de la mise en œuvre de l'IA Act. Ce lobbying a semblé-t-il fonctionné. Selon le Financial Times, la Commission européenne s'apprête à assouplir et reporter certaines règles de l'IA Act. C'est le cas par exemple pour les sociétés développant des systèmes d'IA à hauts risques qui se verraient accorder un sursis d'un an (août 2026) pour se mettre en conformité.

Des amendes remises à 2027

Par ailleurs, les fournisseurs d'IA générative comme OpenAI ou Mistral AI ayant déjà commercialisé des produits avant la date d'entrée en vigueur de la loi pourraient

bénéficier d'un délai d'un an « afin de leur laisser suffisamment de temps pour adapter leurs pratiques dans un délai raisonnable sans perturber le marché », souligne le document consulté par le quotidien britannique. De même, l'exécutif bruxellois envisage de reporter jusqu'à août 2027 l'imposition des amendes pour non-respect des règles de transparence en matière d'IA. Là encore l'objectif de cet assouplissement est de laisser aux fournisseurs et à ceux qui déploient des systèmes d'IA « le temps nécessaire pour s'adapter et se conformer aux obligations ». La Commission doit présenter l'ensemble de ces mesures le 19 novembre prochain.

PARCE QU'ELLES FONT TROP DE BRUIT

Mercedes pourrait devoir stopper plusieurs AMG

Selon un document interne à Mercedes rapporté par nos confrères allemands, le constructeur demande à ses concessionnaires de stopper prochainement la prise de commande de certains modèles AMG. La raison ? Ils ne répondront plus à la nouvelle directive de l'ONU sur le bruit des véhicules motorisés. Evidemment, Mercedes sera probablement loin d'être le seul constructeur concerné par cette réglementation attendue pour 2026.

Si l'information est réelle, elle risque de faire grand bruit. Et pour cause : la directive du CEE de l'ONU (commission qui travaille notamment sur les homologations) sur le contrôle et la mesure du bruit des véhicules nouvellement mis sur le marché entrera progressivement en vigueur en Europe. Une uniformisation à l'échelle du continent qui, à en croire nos confrères allemands d'Elektroauto, pourrait faire des dégâts. Cette directive, nous l'avons justement consultée. Et contrairement à ce que l'on pourrait imaginer, elle n'épargnera personne, pas même les véhicules électriques qui seront eux aussi soumis à des tests laboratoire et en conditions réelles. En tout cas, la mise en place de cette nouvelle réglementation aurait déjà poussé Mercedes à réagir en demandant aux concessionnaires de ne plus prendre la commande de certains modèles. « Veuillez vous assurer qu'aucune nouvelle commande ne soit acceptée pour les modèles susmentionnés qui ne sont plus commercialisés, et ce, pour la période suivant leur arrêt de production », mentionne le document consulté par la presse allemande.

Plusieurs Mercedes concernées

Mais quels modèles, au juste ? La liste est visiblement déjà longue et touche même des hybrides. Nous y reviendrons plus bas. Les C 43, GLC 43, GLA 35, C 63 SE Performance et GLC 63 SE Performance seraient ainsi touchés par cette nouvelle norme qui impliquerait la fin de leur production. Etonnant sur le papier, car Mercedes pourrait toujours avoir une marge manœuvre en jouant notamment sur les rapports de pont et de transmission, ou encore sur les lignes d'échappement. Nous avons posé la question à Mercedes pour avoir la confirmation de ces informations. « Par souci de ne pas décevoir nos clients, nous vous prions de ne plus accepter de



commandes pour les modèles mentionnés ci-dessus, désormais discontinués, après leur retrait du marché. De plus, nous vous informerons ultérieurement des éventuels produits de remplacement ». Il y aurait donc une porte de sortie.

La nouvelle homologation pour le bruit

Cette homologation est technique car elle implique des tests à des régimes particuliers, sur des véhicules qui n'ont pas tous le même mode de propulsion. Hybride, thermique ou électrique, tous les véhicules M1 (particuliers) et N1 (utilitaires légers) y passeront. S'agissant des mesures du bruit en laboratoire, quatre mesures au moins sont effectuées de chaque côté du véhicule et sur chaque rapport. Pour les thermiques, la mesure sera plus simple puisqu'elle demandera au constructeur de bloquer différents rapports (en boîte mécanique ou automa-

tique) à un certain régime. Dans le cas d'une transmission automatique, si la charge demandée fait monter d'un rapport, le bruit sera mesuré sur le rapport suivant avec un coefficient spécifique. Et les hybrides ne seront pas épargnées. D'ailleurs, le document précise que « dans les cas où un moteur à combustion interne est couplé mécaniquement à l'essieu moteur, chaque fois que le moteur à combustion interne fonctionne, les dispositions du présent paragraphe doivent être appliquées ». En clair, chaque fois que le moteur thermique entraîne les roues, son bruit sera mesuré sur certaines phases comme pour une thermique. S'agissant des chiffres, les thermiques ne devront pas dépasser les 115 Db au régime maximal de test, à vide. Sous charge, la limite passe à 105 Db. Tous ces tests se feront à une vitesse de 50 km/h.

Les pneus aussi seront écoutés !

La petite subtilité, c'est que les mesures seront autour de deux axes : la partie mécanique et la partie pneumatique. La première concernera d'ailleurs tout aussi bien les électriques que les thermiques ou hybrides, les électriques ayant des limites bien plus basses (85 et 75 Db respectivement à vide et sous charge). Les électriques devront également répondre à cette norme de bruits de roulements, tout comme les hybrides et thermiques. Et les valeurs limite à ne pas franchir sont les mêmes pour les trois catégories ! Quand on sait qu'une électrique est toujours bien plus lourde à catégorie équivalente, il faudra suivre les premières homologations de près. Elles pourraient mener, par exemple, à des réorientations stratégiques de choix de pneus en première monte pour les constructeurs de voitures électriques afin de réduire les bruits...

ANTONIO FILOSA

“Les Chinois ont 20 ans d'avance”

Antonio Filosa n'a pas mâché ses mots. Face à la filière automobile française, le patron de Stellantis a dénoncé une Europe qui "impose" l'électrique alors que la Chine aurait "vingt ans d'avance". Selon lui, les règles actuelles ignorent les réalités économiques des consommateurs et fragilisent l'industrie automobile.

Ces derniers jours, le nouveau directeur général de Stellantis Antonio Filosa s'est lâché, critiquant vertement les objectifs européens en matière de réduction des émissions de CO2 tout en louant la stratégie de la Chine. Le capitaine d'industrie italien n'a ainsi pas mâché ses mots, comme rapporté par le site autocatu.com.

Devant les acteurs réunis par la Plateforme automobile (PFA) qui rassemble la filière automobile en France, Antonio Filosa a notamment appelé à une révision



profonde des objectifs européens pour les adapter à la réalité du marché : "L'Europe a su interdire les technologies sur lesquelles nous étions leaders et imposer une seule technologie, l'électrique, où les Chinois ont vingt ans d'avance", a-t-il dit, estimant que "les règlements sont erronés car ils imposent un rythme que le marché ne peut pas suivre : ce n'est ni ce que le client veut, ni ce qu'il peut se permettre".

Le Yes against the "no" de Filosa

Lors de cette Journée de la filière de la PFA ce mardi, le DG de Stellantis a poursuivi sa diatribe contre la réglementation européenne actuelle qui, selon lui, bride la liberté de choix des consommateurs et affaiblit la compétitivité industrielle européenne : "Aujourd'hui, nous avons trois "no" : le client ne veut pas, n'a pas besoin et ne peut pas payer."

L'exemple de l'artisan pris à la gorge

Au cours de son discours offensif, l'industriel a même qualifié de "wrong" (au sens "mauvais", en français), la situation imposée aux véhicules particuliers en Europe, quand il s'est même permis un "very very wrong" au moment d'évoquer celle des véhicules utilitaires légers, illustrant ainsi son propos : "Les objectifs

imposent à un artisan de remplacer un utilitaire de dix ans par un modèle neuf dont le coût total de possession est bien supérieur. Il ne le fera pas et continuera à rouler avec un véhicule plus polluant."

La priorité ? Rajeunir le parc européen

Le patron de l'opérationnel du Groupe Stellantis, dont plusieurs usines ont dû fermer provisoirement en France ces dernières semaines, n'a pas seulement tiré à boulets rouges sur Bruxelles, il a aussi livré sa vision, ses solutions. Par exemple, en plaidant pour l'obtention d'un "super crédit" de la part des états membres pour les petites voitures électriques, afin de rajeunir un parc automobile européen qui en aurait bien besoin : "Sur les 250 millions de voitures en circulation, plus de 150 millions ont plus de 12 ans. C'est là qu'il faut agir."

La chaîne de valeur de la Chine

Antonio Filosa a aussi une nouvelle fois rappelé la stratégie bâtie par la Chine autour du véhicule électrique, avec un écosystème complet, des matières premières jusqu'à l'assemblage des véhicules, en combinant planification, investissements et soutien à la demande. "La Chine a construit toute la chaîne de valeur. Elle récolte aujourd'hui les fruits d'une politique cohérente et de long terme. Nous devons faire de même en Europe, mais cela demande du temps (...)" "Nous devons développer nos propres capacités industrielles et technologiques, mais cela prendra dix ans. Les règles doivent accompagner ce temps industriel, pas le contraindre.", demandant ainsi à ce que l'on accorde à l'industrie européenne les "flexibilités" nécessaires pour bâtir un écosystème autonome.

Mots fléchés

ANGLO-NORMANDE FACE À QUIBERON		ÎLE DE CHARENTE COMBATTI- RENT		VOLAILLE		ÎLE DE VENDÉE GÉNÉRAL SUDISTE		BRAVA		PAYS MAGIQUE VOISINE D'OLÉRON	
								ÎLE DU MORBIHAN SIÈGE			
ARTÈRE SCÈNE				SANS PARTI RISQUES							MÂCHOIRES DE FER
							POLICE SECRÈTE INTER- JECTION			JEUNE	
FOURRURE CHARO- GNARD						VOISINE DE HOËDIC SALLE OBSCURE					
					GRAND PAYS DOULEUR						
ÎLE LA PLUS À L'OUEST DU CONTI- NENT	EMPLOYER		PROCHE NIVEAU DE VIE				PERCHE ÉLECTRIQUE		ALTER- NATIVE GROS TITRES		
								PERSONNEL		MÉPRISENT	
EXPLOSIF GUITARE INDIENNE				ÎLES DE LA MÉDITER- RANÉE ASSEMBLER							USÉE
					ÎLE DU FINISTÈRE ORDINATEUR						
RELIE L'ÎLE DE RÉ AU CONTINENT		PAYS HIMALAYEN VENTILE						PIÈCE DE CHARRUE BAIE			
						DONNE LE TON			ABSORBÉ		
FACE À LA POINTE DU RAZ ENDUIT				SANS GRAVITÉ AVANT LE VERBE							
						CITÉ ENGLOUTIE			NÉGATION		
REPENTIR							GREFFE				

Le pétrole reste sous pression, l'équilibre entre offre et demande en question

Les cours du pétrole ont légèrement reculé jeudi, restant sous pression en raison des craintes entourant le niveau de la demande mondiale pour les prochains mois tandis que la production ne devrait pas faiblir. Le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en janvier, a cédé 0,22% à 63,38 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate, pour livraison en décembre, a perdu 0,29% à 59,43 dollars.



ACCIDENTS DE LA ROUTE

21 morts et 426 blessés en 48 heures

Vingt-et-une (21) personnes sont décédées et 426 autres ont été blessées dans des accidents de la route, survenus ces dernière 48 heures dans plusieurs wilayas du pays, indique, samedi, un bilan de la Protection civile. Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya de M'Sila avec (4) décès et (7) blessés, suite à 2 accidents survenus dans la commune d'El-Haouamed et dans la commune d'El Maadid, précise la même source. Par ailleurs, les éléments de la Protection civile sont intervenus pour l'extinction de 5 incendies urbains et divers, enregistrés dans les wilayas d'Alger, Tizi-Ouzou, Bouira, Ghardaïa et Oum El Bouaghi, ajoute le communiqué.

AVIATION

Airbus livre 585 nouveaux appareils depuis janvier 2025

Le constructeur aéronautique européen Airbus a annoncé avoir livré depuis le début de l'année 585 nouveaux appareils à 85 compagnies aériennes. Dans ces résultats du troisième trimestre publiés vendredi, Airbus a maintenu son objectif de livraison en 2025 de 820 avions malgré les difficultés persistantes de sa chaîne d'approvisionnement. L'industriel, dont les livraisons se concentrent toujours sur la fin de l'année, devra sortir 235 appareils sur les deux derniers mois de l'année pour maintenir cet objectif. Durant le mois d'octobre dernier, le groupe a enregistré la plus grosse commande de l'année de 100 avions par la compagnie vietnamienne Vietjet Air. La commande a été réalisée à la suite de la signature d'un protocole d'accord en juin dernier au salon aérospatial international du Bourget. Cette commande de 100 monocouloirs A321neo est d'une valeur théorique de près de 13 milliards de dollars. Le protocole d'accord entre Vietjet Air et Airbus prévoit aussi la commande potentielle de 50 appareils supplémentaires. En dehors de cette transaction, 12 autres avions ont été commandés, portant à 112 le total de commandes pour octobre, mois au cours duquel le groupe aéronautique a également intensifié ses livraisons avec 78 avions remis à 36 clients. Airbus monte en puissance par rapport à l'année dernière (766 appareils livrés en 2024) et renoue progressivement avec les productions précédant la pandémie de Covid-19, qui avait atteint en 2019, la livraison de 863 appareils.

LUTTE ANTI-INCENDIE ET SECOURS

Le DG de la Protection civile reçoit une délégation tchèque

Le Directeur général de la Protection civile, le Colonel Boualem Bourelaf, a reçu, samedi à Alger, une délégation du Service de lutte anti-incendie et de secours de la République tchèque, conduite par son Directeur général, le Général Vladimir Vlcek, en visite de travail en Algérie. Au cours de cette rencontre, qui s'est déroulée au siège de l'Unité nationale d'instruction et d'intervention de la Protection civile à Dar El Beïda, le colonel Bourelaf a indiqué que la coopération entre les deux pays dans le domaine de la protection civile "sera couronnée de succès eu égard à l'intérêt porté par les deux pays à leur coopération bilatérale au service des citoyens des deux pays". Il a précisé que cette visite permettra à la délégation tchèque de "prendre connaissance de l'organisation administrative et opé-

rationnelle de la Protection civile algérienne et du système national de gestion des catastrophes", ajoutant que la délégation tchèque "visitera les différents services opérationnels de la Protection civile, notamment les colonnes mobiles de lutte contre les feux de forêt et les détachements de renfort aux premières interventions (DRPI) lors des séismes". La délégation tchèque assistera aussi à "une manœuvre dans la wilaya de Bouira" et se rendra dans une wilaya du sud du pays pour "prendre connaissance d'un autre mode de gestion, adapté aux spécificités environnementales de ces régions", a encore précisé le Colonel Bourelaf, rappelant que la visite de la délégation tchèque en Algérie intervient après celle qu'il avait effectuée en République tchèque, en décem-

bre 2024, et lors de laquelle il avait pu constater de près "les énormes capacités dont dispose le Service de lutte anti-incendie et de secours de ce pays, en termes de ressources humaines et de moyens matériels, pour faire face à divers risques et catastrophes". Pour sa part, le Général Vladimir Vlcek a souligné l'importance de cette visite, qui vise à "renforcer la coopération bilatérale entre les deux pays dans le domaine de la protection civile", évoquant l'expérience de son pays en la matière. La rencontre a été marquée par une présentation détaillée sur "la structuration administrative et opérationnelle du secteur", ainsi que sur "les équipes spécialisées de la Protection civile et leurs expériences sur le terrain aux niveaux national et international".

CÉRÉALES

La FAO prévoit une production record de 2,99 milliards de tonnes en 2025-2026

La production mondiale de céréales devrait atteindre un niveau record de 2,99 milliards de tonnes au cours de la campagne 2025-2026, soit une hausse de 4,47 % par rapport à la campagne précédente, selon le dernier bulletin de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) sur l'offre et la demande de céréales. La FAO prévoit notamment une production mondiale de blé de 819,2 millions de tonnes, en progression de 2,53 % par rapport à 2024-2025. La consommation de blé devrait atteindre 803,3

millions de tonnes contre 794,6 millions de tonnes l'an dernier. Cette demande est principalement tirée par l'Asie, pour le blé fourrager utilisé dans l'aquaculture et l'élevage, tandis que la consommation humaine reste stable à légèrement croissante. L'utilisation mondiale de céréales devrait quant à elle atteindre 2,929 milliards de tonnes, en hausse de 1,8 %. Les stocks mondiaux de céréales devraient progresser de 5,7 %, pour atteindre un record de 916,3 millions de tonnes, avec une augmentation des réserves de blé à

328,8 millions de tonnes, contre 317,4 millions de tonnes lors de la campagne précédente. Les stocks mondiaux de riz devraient également croître de 2,2 %, atteignant un nouveau pic de 215,4 millions de tonnes. Globalement, le ratio stocks/utilisation devrait atteindre 31,1 %, son niveau le plus élevé depuis 2017-2018. Les échanges internationaux de céréales sont également attendus en hausse de 3,2 %, pour atteindre 499,5 millions de tonnes sur la saison 2025-2026.

SYNDICAT NATIONAL DES MAGISTRATS

Préparation d'une AGE suite à la réception de la démission d'Oudache de la présidence de l'organisation

Le bureau exécutif du Syndicat national des magistrats (SNM) a décidé, lors d'une réunion tenue samedi, d'engager les procédures préparatoires pour la tenue d'une assemblée générale extraordinaire (AGE), suite à la réception de la démission de M. Laidi Oudache de la présidence du syndicat, indique un communi-

qué de l'organisation. "Le bureau exécutif du SNM réuni, aujourd'hui, en session extraordinaire à la résidence des magistrats à El-Biar (Alger), a pris acte de la demande de démission de M. Laidi Oudache de la présidence du syndicat, conformément aux dispositions des statuts du syndicat, notamment l'article 57",

précise le communiqué. Il a été décidé, suite à cela, "d'accepter le dépôt de la démission du président du SNM, avant de la soumettre, pour approbation, à l'AGE lors de sa session dont la date sera fixée ultérieurement, conformément aux dispositions de l'article 34 des statuts du syndicat". Dans ce cadre, "le premier vice-prési-

dent du syndicat, Hicham Desdous, assurera provisoirement la gestion des affaires du SNM, conformément à l'article 56 desdits statuts, jusqu'à la tenue de l'AGE". Il a également été décidé "d'engager les procédures préparatoires pour la tenue de cette assemblée", selon la même source.

EN COLLABORATION AVEC L'ASSOCIATION « WINNELKA »

Ooredoo Algérie offre des équipements médicaux à deux CHU d'Alger

Fidèle à son engagement citoyen et à sa politique de responsabilité sociale d'entreprise (RSE), Ooredoo Algérie a procédé à une remise d'équipements médicaux et techniques et de consommables au profit de deux Centres Hospitalo-Universitaires (CHU) d'Alger notamment le Service de Pneumo-Phtisiologie au CHU Mohamed Lamine Debaghine de Bab El Oued et le Service de Chirurgie Oncologique clinique de Chirurgie Générale ex Debussy, annexe du CPMCDu CHU Mustapha Bacha, et ce en collaboration avec l'Association Nationale d'Aide

aux Malades Winnelka. Cette initiative s'inscrit dans la continuité des actions solidaires menées par Ooredoo Algérie en faveur du secteur de la santé publique et du renforcement des capacités hospitalières au bénéfice des patients et du personnel soignant. La cérémonie de remise s'est tenue au siège de la direction générale de Ooredoo en présence du M. Roni Tohme, Directeur Général de Ooredoo, de cadres de l'entreprise, de responsables hospitaliers ainsi que de représentants de l'Association Nationale d'Aide aux Malades Winnelka. Cette action a été marquée par une remise

officielle des équipements médicaux acquis, qui comporte notamment des instruments chirurgicaux, des chariots pour bloc opératoire, des réfrigérateurs d'hospitalisation, des climatiseurs et divers autres matériels et consommables destinés à améliorer les conditions de soins et de travail au sein des structures hospitalières bénéficiaires. À cette occasion, M. Roni Tohme a déclaré : « À travers ce don symbolique, nous exprimons notre reconnaissance et notre soutien au corps médical et à l'ensemble du personnel de santé qui œuvrent chaque jour, avec dévouement, au service des ci-

toyens. Ooredoo Algérie est fière de pouvoir contribuer, aux côtés de ses partenaires, à renforcer les moyens des établissements hospitaliers du pays. Cet engagement reflète notre volonté d'être toujours présents là où le besoin se fait sentir, et de participer activement au du bien-être de la société algérienne. » En soutenant les établissements de santé et en répondant aux besoins réels du terrain, Ooredoo réaffirme sa volonté d'accompagner durablement les efforts nationaux en matière de solidarité, de santé publique et de développement humain.